

Le présent, gage de l'avenir

Le bénéfice reprend une courbe ascendante malgré une année difficile.

Les réserves de pétrole augmentent, le programme d'optimisation se poursuit, de nouveaux projets prennent leur essor.



Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

La Compagnie Pétrolière Impériale Ltée est la plus grande entreprise du secteur énergétique au Canada et elle compte parmi les plus importantes sociétés industrielles du pays. Elle joue, depuis plus d'un siècle, un rôle de premier plan au sein de l'industrie pétrolière canadienne.

Trois grands secteurs d'exploitation assurent la gestion des activités diversifiées de l'Impériale.

Esso Ressources Canada Limitée, une filiale en propriété exclusive établie à Calgary, est le plus grand producteur de pétrole brut au pays et sa production de gaz naturel et de charbon est considérable. Elle s'occupe aussi de prospection de métaux communs et d'autres minéraux.

Les Pétroles Esso Canada, une division de l'Impériale, assurent la gestion des activités de la compagnie dans le secteur des produits pétroliers. La division exploite cinq raffineries et elle détient la plus grande part du marché canadien des produits pétroliers.

La division Esso Chimie Canada compte parmi les plus grands fabricants de produits chimiques au pays. Elle fabrique et distribue une vaste gamme de produits pétrochimiques et d'engrais.

L'Impériale est une société affiliée d'Exxon, qui détient 69,6 % des actions de la compagnie. Parmi les actionnaires de l'Impériale, au nombre de plus de 41 000, 37 000 sont inscrits au Canada.

La compagnie a été constituée le 8 septembre 1880 en vertu de la Loi canadienne des compagnies à fonds social, 1877. Son siège social est au 111, avenue St. Clair ouest, Toronto, Canada, M5W 1K3. Téléphone: (416) 968-4111.

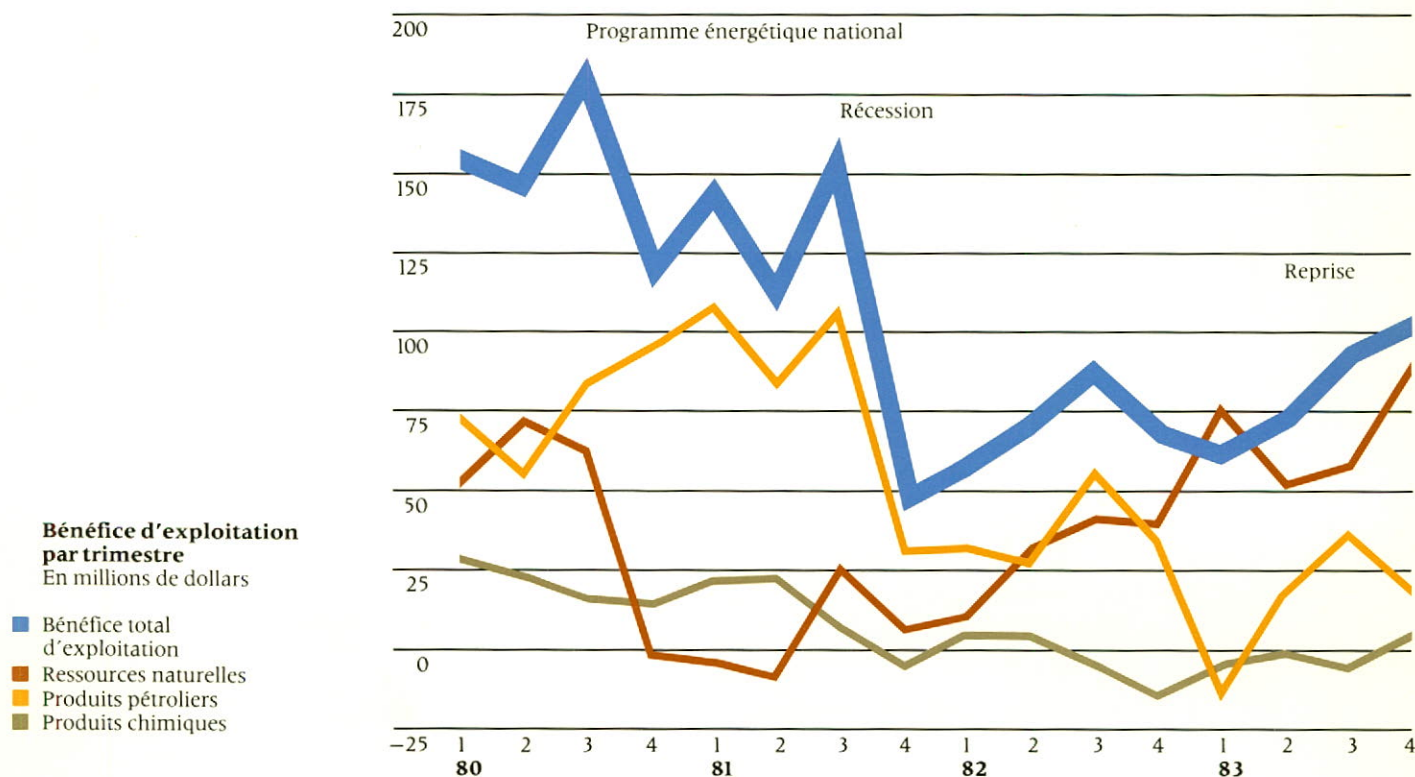
Table des matières

- 3 Message aux actionnaires
- 5 Points saillants des activités
- Revue de l'exploitation
- 9 Ressources naturelles
- 15 Produits pétroliers
- 19 Produits chimiques
- 23 États financiers

Pour des renseignements plus détaillés sur le contenu, voir l'**index** en page 55.

Points saillants—Finances

	1981	1982	1983
Bénéfice	en millions de dollars		
Bénéfice d'exploitation	465	289	332
Bénéfice net	465	267	290
Rendement	en pourcentages		
du capital moyen utilisé	8,9	5,2	5,3
de l'avoir moyen des actionnaires	11,9	6,6	7,0
Données par action	en dollars		
Bénéfice d'exploitation	2,96	1,84	2,09
Bénéfice net	2,96	1,70	1,83
Dividendes	1,40	1,40	1,40





L'année 1983 aura marqué, pour l'Impériale, un tournant important. En effet, après avoir accusé une baisse marquée ces deux dernières années, le bénéfice a repris une courbe ascendante. Autre fait tout aussi important à signaler, la compagnie a franchi, au cours de l'année, des étapes décisives sur la voie d'une croissance soutenue.

Il suffit, pour bien mesurer l'importance des progrès accomplis, de jeter un coup d'oeil sur les résultats des dernières années. Aucun des secteurs d'activité de la compagnie n'a échappé aux graves difficultés éprouvées par notre industrie et le pays tout entier.

Par suite de la mise en oeuvre du Programme énergétique national vers la fin de 1980, le bénéfice tiré du secteur des ressources naturelles a accusé une baisse radicale en 1981. Nos autres secteurs d'activité ont aussi été touchés par d'autres facteurs, notamment par le ralentissement de plus en plus prononcé de l'économie au Canada et à l'échelle internationale.

La situation imposait des mesures correctives énergiques. Il nous a fallu modifier les stratégies adoptées par la compagnie avant la récession et l'instauration du PEN. Notre objectif premier devint dès lors de sauvegarder la force financière de la compagnie par une réduction des investissements, tout en maintenant un équilibre qui assurerait à la fois la rentabilité à court terme et la croissance à long terme. Notre deuxième objectif consistait à accroître le bénéfice immédiat en réduisant les frais à tous les échelons de l'entreprise.

Dans le secteur des ressources naturelles, nous avons concentré nos investissements dans des projets comme ceux de l'agrandissement du champ pétrolifère de Norman Wells et des ajouts apportés à l'usine Syncrude, de nature à accroître de façon marquée la production et les bénéfices à plus ou moins brève échéance. À Cold Lake, bien que la prudence nous indique clairement que nous ne saurions nous permettre d'entreprendre un mégaprojet, nous avons amorcé par étapes la mise en valeur commerciale du pétrole lourd. Dans la mer de Beaufort, qui offre des perspectives à plus long terme, nous sommes demeurés actifs tout en réduisant nos investissements, en concluant avec un groupe d'entreprises canadiennes un accord portant sur l'exploration d'une partie de notre territoire.

Dans le secteur des produits pétroliers, nous n'avons ménagé aucun effort pour réduire les frais et accroître l'efficacité dans tous les domaines. Ces mesures, y compris la mise en suspens des activités à la raffinerie de Montréal-Est à la fin de 1983, nous ont permis d'optimiser les coûts dans tous les secteurs du raffinage et de la commercialisation. Par ailleurs, nous avons continué d'investir dans des domaines aussi critiques que ceux du remodelage des raffineries et du service à la clientèle.

Dans le secteur des produits chimiques, il nous est apparu sensé, même en période de ralentissement économique, de mener à terme des investissements déjà bien amorcés. Avec l'achèvement de ces usines hautement efficaces, nous aurons complété, dans un avenir prévisible du moins, nos investissements d'importance dans le secteur des produits chimiques.

Nous sommes aujourd'hui en mesure d'évaluer les premiers résultats des politiques mises en oeuvre en vue de nous adapter à un contexte en évolution. La compagnie s'est sortie indemne, sur le plan financier, de deux

Le conseil d'administration de l'Impériale se compose de quatre salariés et de quatre administrateurs de l'extérieur. On aperçoit, assis à l'avant, Donald K. McIvor, président du Conseil et directeur général. Au deuxième rang, de gauche à droite: Arden R. Haynes, président et directeur général de l'exploitation, Muriel Kovitz, Pierre Des Marais II et J. Bruce Buchanan. Debout, de gauche à droite: Thomas H. Thomson, vice-président principal, William A. Macdonald, C.R. et William J. Young, vice-président principal.

années difficiles. En 1983, nous sommes parvenus à redresser de façon notable la courbe des bénéfices. Grâce aux réductions de coûts, le bénéfice de 1983 a été d'environ 15 % supérieur à ce qu'il aurait été autrement. (Ces mesures s'inscrivaient dans le cadre d'un programme qui avait déjà accru de 25 % le bénéfice de 1982.)

Dans le secteur des ressources naturelles, certains points méritent d'être soulignés. Le bénéfice a atteint un chiffre record, les réserves de pétrole prouvées ont sensiblement augmenté, la production tirée des sables pétrolifères a atteint des niveaux encore jamais vus et nous avons entrepris la mise en production commerciale des gisements de Cold Lake.

En outre, bien que le secteur des produits pétroliers et celui des produits chimiques se soient tous deux ressentis en 1983 d'une concurrence intense sur un marché encore en voie de rétablissement, les réductions de frais en ont fortement diminué l'incidence sur le bénéfice.

Sous plusieurs rapports importants, l'Impériale se trouve, à l'heure actuelle, à un tournant. Nous avons de fortes raisons de croire que le pire est passé. Les importantes mesures d'optimisation mises en oeuvre au cours des deux dernières années nous permettent d'entrevoir un avenir prometteur. De plus, nos investissements de ces dernières années sont sur le point de nous assurer un rendement appelé à croître.

À titre d'exemple, la mise en production commerciale du pétrole lourd de Cold Lake débutera en 1985 et, au cours de la même année, la production pétrolière du champ de Norman Wells commencera à augmenter de façon marquée. D'ici là, il est permis de croire que nous serons en mesure de commencer à extraire du pétrole de la mer de Beaufort. Dans le contexte d'une reprise économique, nous pouvons nous attendre à voir augmenter la rentabilité de nos activités optimisées dans le secteur des produits pétroliers et des produits chimiques.

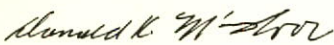
De toute évidence, certaines incertitudes demeurent. Nous demeurons à la merci de facteurs aussi imprévisibles que les prix internationaux du pétrole, la relance économique, les marges bénéficiaires sur les produits pétroliers et la politique énergétique. C'est pourquoi nos efforts n'auront de cesse et les leçons de ces derniers temps porteront fruit.

Fidèles à nos lignes de conduite des deux dernières années, nous continuerons de mettre l'accent sur l'efficacité et la productivité, d'encourager l'esprit d'entreprise à tous les niveaux et de nous en tenir aux investissements susceptibles d'assurer notre croissance tout en sauvegardant notre force financière.

À notre avis, ce sont des lignes de conduite telles que celles-là qui assureront une amélioration soutenue de nos bénéfices et de notre croissance à long terme. Avec le temps, le rendement de nos investissements atteindra, grâce à cette amélioration, un niveau satisfaisant.

L'apport assuré par tous les membres du personnel de l'Impériale au cours des deux dernières années peut être qualifié de remarquable. Les points forts de notre compagnie, ce sont ses marchés actuels, ses ressources financières, les nombreuses possibilités qui s'offrent à elles, mais avant tout, son capital humain. Car, sans la compétence et le dévouement de son personnel, rien ne va plus.

Le président du Conseil
et directeur général,



Donald K. McIvor

Le président et directeur
général de l'exploitation,



Arden R. Haynes

Le bénéfice d'exploitation augmente de 15 %.

Le bénéfice tiré du secteur des ressources naturelles augmente de 127 %.

Les réserves de pétrole prouvées s'accroissent de façon marquée.

Les mesures d'optimisation augmentent d'environ 15 % le bénéfice après impôts.

Les marchés au ralenti des produits pétroliers et des produits chimiques se raffermissent au fur et à mesure que l'année avance.

La mise en valeur commerciale des gisements de Cold Lake est en cours.

cours de l'exercice, une somme de 945 M\$. Une somme supplémentaire de 897 M\$ a été tirée des ventes de produits chimiques industriels, d'engrais agricoles et de matériaux de construction.

Le reste des produits, soit 317 M\$, a eu pour provenance des participations dans d'autres entreprises, des ventes de minéraux et diverses autres sources.

Charges

Afin de tirer des produits de l'ensemble de ses activités, l'Impériale a dû assumer des charges de plus de six milliards de dollars (6774 M\$). La plus grande partie de cette somme (4735 M\$) a été consacrée à l'achat de pétrole brut servant à la fabrication de produits pétroliers et autres dans les raffineries de l'Impériale. Une autre somme de 1056 M\$ a été affectée à l'extraction, au raffinage et à la fabrication, de même qu'à l'achat d'une vaste gamme de biens et services.

Une somme supplémentaire de 983 M\$ est allée à la commer-

cialisation et à la distribution de produits pétroliers et de produits chimiques, de même qu'à l'exploitation courante.

Le total des charges de la compagnie comprend une somme de 825 M\$ consacrée à la rémunération et aux avantages sociaux du personnel, qui compte près de 15 000 membres.

Sur chaque dollar affecté par l'Impériale à l'acquisition de biens et services, plus de 90 cents sont allés à des entreprises canadiennes dans toutes les provinces et tous les territoires du pays, conformément à la ligne de conduite que s'est donnée la compagnie d'accorder son appui aux localités où elle exerce ses activités.

Investissements

733 M\$

Fonds
autogénérés
486 M\$

Autres
provenances
des fonds

Investissements

L'Impériale a investi 733 M\$ * dans des projets destinés à optimiser son exploitation et à assurer sa croissance, en recherchant de nouvelles sources de pétrole brut et de gaz naturel, en modernisant ses raffineries et ses usines de produits chimiques et en perfectionnant ses réseaux de distribution et de vente.

Ces investissements ont dépassé les fonds autogénérés dis-

ponibles pour investissement. Cependant, d'autres fonds s'élevant à 384 M\$ ont été générés grâce à une réduction du capital d'exploitation (147 M\$), à la vente de matériel excédentaire (56 M\$) et à de nouveaux capitaux propres et emprunts (181 M\$). Il en est résulté, pour la compagnie, une augmentation de fonds de 137 M\$.

L'Impériale jouit d'une excellente cote de crédit et, selon tous les critères reconnus, sa situation financière est saine.

**814 M\$, moins les frais d'exploration de 81 M\$, dont il est déjà fait état au titre des charges.*

comptables fondées sur les flux de l'encaisse, il n'est pas tenu compte ici des postes hors caisse tels que la dotation aux amortissements (235 M\$) et les impôts sur le revenu reportés (141 M\$). Le calcul du bénéfice d'exploitation figurant à la page 25 se fonde sur le solde de 708 M\$, moins ces postes hors caisse.)

Des dividendes de 1,40 \$ par action se chiffrant au total à 222 M\$ ont été versés aux actionnaires au cours de l'exercice.

Après ces versements, il restait à la compagnie une somme de 486 M\$ en prévision d'investissements dans des éléments d'actif et des projets destinés à assurer sa rentabilité et sa croissance.

Les états financiers d'un rapport annuel sont souvent difficiles à suivre pour le lecteur moyen...

La présentation de ces états financiers s'impose évidemment pour satisfaire à la fois les exigences de la réglementation et les besoins de ceux à qui il faut des comptes rendus très détaillés des opérations et de la situation financière d'une compagnie.

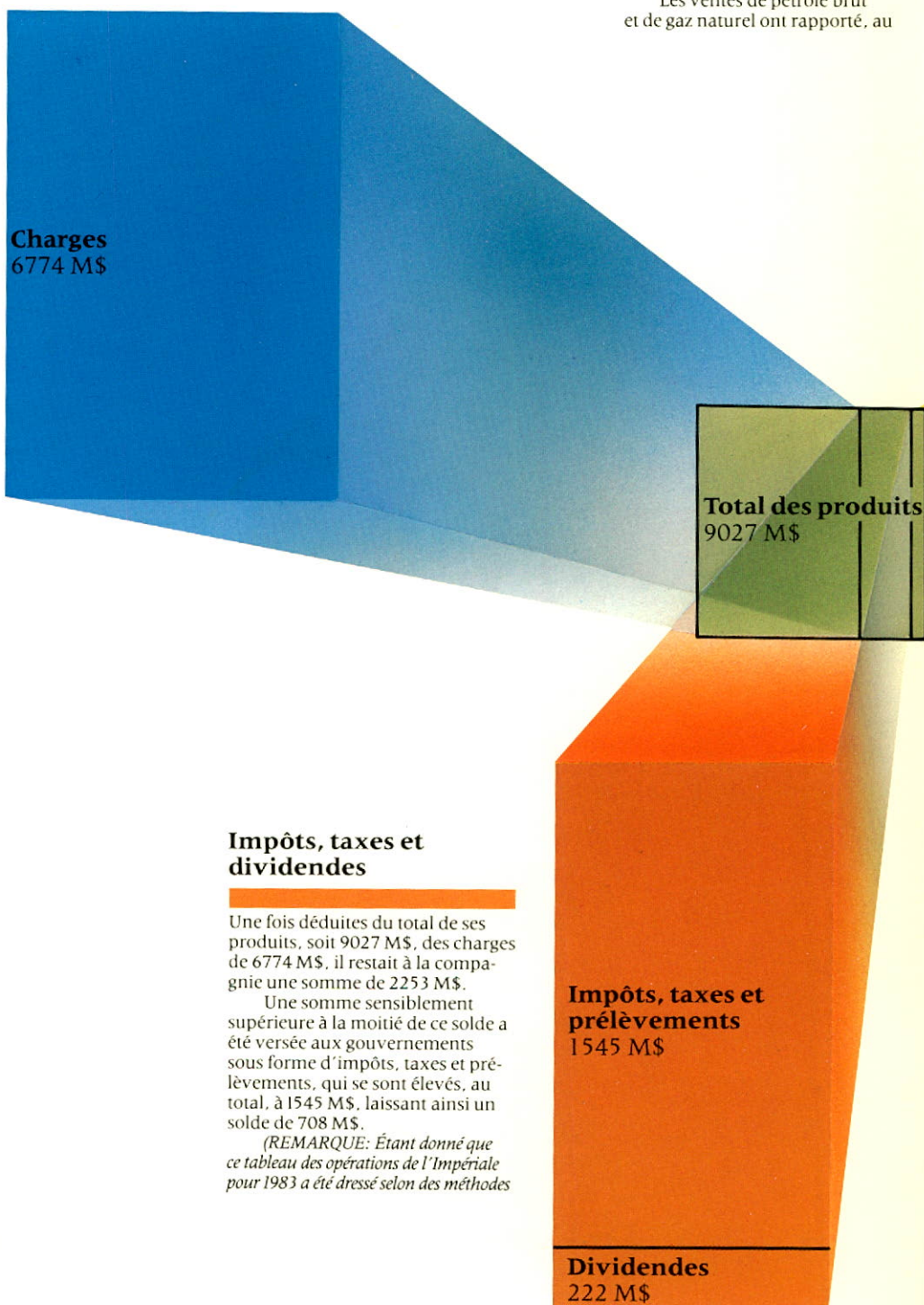
Les renseignements présentés dans ces pages visent à donner à l'actionnaire un aperçu général de la provenance des fonds de l'Impériale en 1983 et de la façon dont elle les a utilisés. Ces données ne sont nullement destinées à remplacer les états financiers détaillés, que l'on trouvera aux pages 25, 26 et 27.

Produits

En 1983, le total des produits de l'Impériale (c'est-à-dire la somme d'argent que lui a rapportée l'ensemble de ses activités) s'est élevé à 9027 M\$.

La principale source de ces produits, soit 6868 M\$ ou 76 %, a été de loin la vente de produits pétroliers, c'est-à-dire l'essence et le mazout domestique, les carburateurs et le carburant diesel, le mazout lourd et une vaste gamme de lubrifiants.

Les ventes de pétrole brut et de gaz naturel ont rapporté, au



Impôts, taxes et dividendes

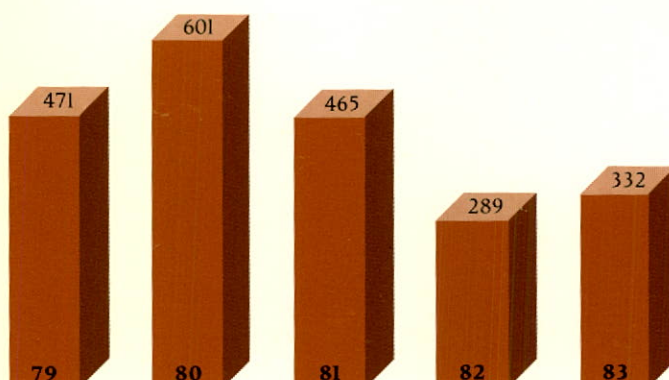
Une fois déduites du total de ses produits, soit 9027 M\$, des charges de 6774 M\$, il restait à la compagnie une somme de 2253 M\$.

Une somme sensiblement supérieure à la moitié de ce solde a été versée aux gouvernements sous forme d'impôts, taxes et prélèvements, qui se sont élevés, au total, à 1545 M\$, laissant ainsi un solde de 708 M\$.

(REMARQUE: Étant donné que ce tableau des opérations de l'Impériale pour 1983 a été dressé selon des méthodes

Bénéfice d'exploitation

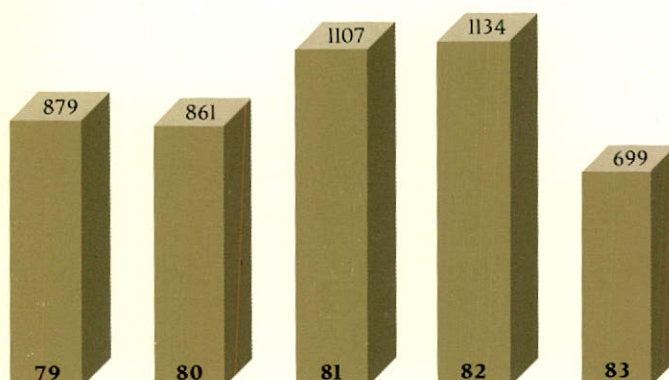
En millions de dollars



Le bénéfice d'exploitation reprend une courbe ascendante après les fléchissements entraînés par le PEN et la récession.

Dépenses en immobilisations et d'exploration

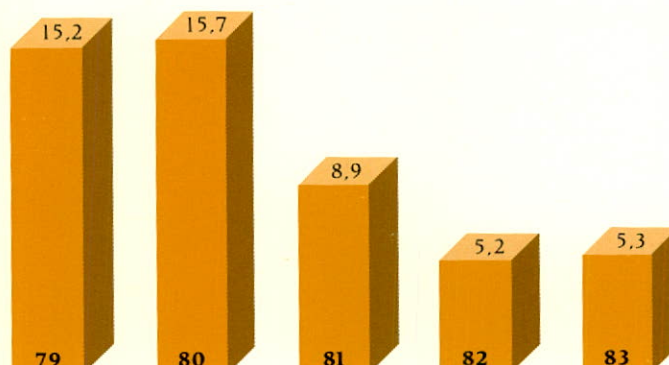
En millions de dollars



Tout en réduisant de façon radicale ses immobilisations en raison du contexte économique et fiscal, l'Impériale a continué d'affecter des sommes importantes à des projets choisis.

Rendement du capital moyen utilisé

En pourcentages



Le rendement des investissements s'améliore légèrement mais demeure insatisfaisant.

Le secteur des ressources naturelles ouvre la voie à l'amélioration du bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de l'Impériale pour l'exercice 1983 est passé à 332 M\$, de 289 M\$ qu'il était en 1982. Le bénéfice par action a été de 2,09 \$, par rapport à 1,84 \$ pour l'année précédente.

Le bénéfice net, y compris les postes exceptionnels, s'est élevé à 290 M\$, contre 267 M\$ en 1982. Parmi les postes exceptionnels, signalons une somme de 76 M\$ imputée au bénéfice plus tôt dans l'année, par suite de la mise en suspens des activités de la raffinerie de Montréal-Est et de la fermeture d'une unité de fabrication d'éthylène à Sarnia. Cette imputation a été compensée en partie par un gain exceptionnel de 34 M\$ au cours du quatrième trimestre en raison de la valeur comptable accrue attribuée aux 8,6 millions d'actions détenues par la compagnie dans Interprovincial Pipe Line Limited (IPL).

L'amélioration des résultats d'exploitation est attribuable à une augmentation sensible du bénéfice tiré des ressources naturelles et à des réductions de frais dans tous les secteurs d'activité de la compagnie. L'augmentation du bénéfice provenant des ressources naturelles est imputable dans une large mesure à l'accroissement de la production de Syncrude et des installations-pilotes de Cold Lake.

Le bénéfice provenant du secteur des produits pétroliers a accusé une baisse marquée par rapport à celui de 1982 en raison de la concurrence intense qui a sévi dans le commerce au détail de l'essence au cours du premier semestre de 1983 et qui a continué de façon sporadique au cours du second. Le bénéfice tiré du secteur des produits pétroliers au deuxième semestre est demeuré pour ainsi dire inchangé par rapport à l'an dernier. Le secteur des produits chimiques a subi une perte pour la deuxième année consécutive, bien que les indices d'une reprise se soient manifestés au cours du dernier trimestre de 1983. On trouvera dans les trois revues de l'exploitation qui suivent cette section et dans les états financiers, des renseignements supplémentaires sur les résultats d'exploitation.

L'échange d'actions d'IPL laisse entrevoir des avantages à long terme

Un échange d'actions intervenu entre Interprovincial Pipe Line Limited (IPL) et Hiram Walker Resources Limited (HWR) est appelé à accroître la valeur des 8,6 millions d'actions d'IPL détenues par l'Impériale, de même que les bénéfices qu'elles rapportent. L'opération, à laquelle l'Impériale s'est montrée favorable, comportait un échange de 13,6 millions d'actions de HWR contre un nombre égal d'actions d'IPL. En conséquence, HWR est devenue le plus important actionnaire individuel d'IPL, ce qui permettra à cette dernière de poursuivre ses acquisitions et d'autres possibilités d'affaires sans obtenir l'approbation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Malgré un pourcentage de participation réduit dans IPL, l'Impériale conservera le même nombre d'actions de cette compagnie, qui jouira désormais d'une souplesse sensiblement accrue lui permettant de tirer parti de sa situation financière saine et de ses capacités de gestion.

L'Impériale demeure en bonne position financière au sortir de la récession

La compagnie a pris conscience dès le départ des répercussions qu'auraient sur ses bénéfices et sa marge d'autofinancement la récession qui allait en s'intensifiant et l'imposition nettement plus lourde du secteur des ressources. Elle a réagi sans tarder en réduisant son programme de dépenses en immobilisations et en mettant en oeuvre une vaste gamme de mesures d'optimisation. C'est ce qui a permis à l'Impériale de maintenir intacte, au sortir de la récession, sa capacité d'investissement dans des projets d'envergure aussi intéressants que ceux de Norman Wells et de la mise en valeur par étapes des sables pétrolifères de Cold Lake.

Les objectifs principaux de l'Impériale: accroître sa rentabilité et retrouver sa croissance

Afin d'être en mesure de jouer son rôle avec efficacité auprès des actionnaires, des salariés, des bailleurs de fonds et, en définitive, de la collectivité en général, l'Impériale doit obtenir un rendement satisfaisant de son capital investi et faire en sorte que ses bénéfices augmentent de façon soutenue. À cet égard, l'augmentation du bénéfice de 1983 est un indice prometteur.

Par contre, le rendement du capital investi par la compagnie en 1983 a été de 5,3 %, c'est-à-dire quasi inchangé par rapport à celui de l'année précédente. La raison en est que l'Impériale a accru le capital qu'elle utilisait environ au même rythme que son bénéfice augmentait. Les fonds ont servi à une série d'investissements destinés à accroître de façon marquée les bénéfices de la compagnie à court et à moyen terme, ainsi qu'à porter à un niveau satisfaisant le rendement de son capital investi.

Dans la poursuite de ces objectifs, la direction de la compagnie s'appuie sur un certain nombre de principes. L'un des plus importants consiste à conserver la souplesse voulue pour réagir face à l'évolution positive ou négative du contexte commercial. La sauvegarde de la force financière de la compagnie constitue une autre priorité permanente. Les mesures d'optimisation mises en oeuvre jusqu'ici visaient à réduire les frais, et il continuera d'en être ainsi. Enfin, la compagnie compte conserver une structure souple et des principes d'exploitation qui lui permettront d'utiliser au meilleur escient les très nombreux talents, la compétence et l'esprit d'initiative de son personnel de près de 15 000 salariés.

L'optimisation et la réduction des frais se poursuivent à tous les niveaux de l'entreprise

Un programme intensif d'optimisation mis en oeuvre à tous les niveaux de l'entreprise a accru d'environ 15 % le bénéfice de 1983 par rapport à ce qu'il aurait été autrement; un gain semblable de 25 % avait été réalisé en 1982. La compagnie a augmenté la productivité dans tous ses secteurs d'activité en rationalisant les installations de fabrication et en simplifiant les méthodes, de même que la structure des services administratifs. L'effectif a également été diminué de 744 salariés au cours de l'année, ce qui porte à près de 1600 salariés la réduction du personnel depuis 1981. Elle a été effectuée en grande partie au moyen d'un programme facultatif de retraite anticipée avec pension enrichie.

La participation des actionnaires au programme de réinvestissement de dividendes augmente

La participation des détenteurs d'actions de catégorie A au programme de réinvestissement de dividendes est passée à plus de 28 % en 1983. En conséquence, de nouveaux capitaux propres de plus de 50 M\$ ont été mis à la disposition de l'Impériale. Ce programme permet aux actionnaires d'affecter leurs dividendes à l'achat d'actions supplémentaires de catégorie A à un prix inférieur de 5 % au cours moyen du marché, sans frais de courtage ou d'administration.

La compagnie maintient son engagement à l'égard de la recherche

L'Impériale a toujours été, au fil des ans, l'une des compagnies les plus actives au pays dans le domaine de la recherche. En 1983, elle a consacré environ 74 M\$ à la recherche au Canada, en comparaison de 70 M\$ l'année précédente. Parmi les points saillants de l'exercice, signalons l'achèvement, au cours du dernier trimestre, d'un centre de recherche sur les procédés et les produits automobiles construit au coût de 40 M\$ à Sarnia. Grâce à ce centre, la compagnie disposera de moyens exclusifs de mise au point et d'essai de nouveaux carburants et lubrifiants.

Les politiques d'achat de la compagnie mettent l'accent sur le contenu canadien

L'Impériale a toujours eu pour principe d'encourager des entreprises canadiennes à lui fournir les biens et services dont elle a besoin. Elle affecte à tous ses projets d'envergure des conseillers en matière de contenu canadien afin d'assurer le plus haut niveau possible de participation canadienne. Trois projets d'importance ont ainsi été dotés d'un contenu canadien de l'ordre de 90 % en 1983.

Par son programme de contributions, la compagnie accorde son appui à de nombreux éléments de la société canadienne

En 1983, la compagnie a consenti des dons de 6,65 M\$ à l'éducation, à la santé, aux activités culturelles, aux oeuvres de charité et aux activités communautaires dans toutes les régions du pays.

«Une année prometteuse: le bénéfice tiré du secteur des ressources naturelles ne cesse d'augmenter et d'importants investissements sont en cours pour assurer la croissance future de la compagnie.»

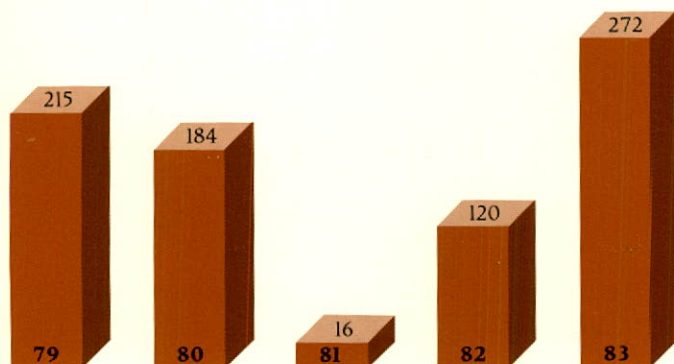
Robert B. Peterson
Président-directeur général
Esso Ressources Canada Limitée



Bénéfice d'exploitation

En millions de dollars

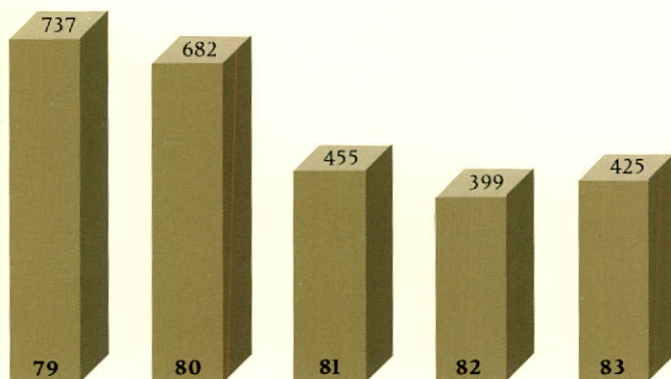
Le bénéfice tiré du secteur des ressources naturelles remonte à un niveau record.



Dépenses en immobilisations et d'exploration

En millions de dollars

Malgré des réductions dans l'ensemble des dépenses en immobilisations, les investissements consacrés aux ressources naturelles augmentent afin d'accroître la production pétrolière à court terme.

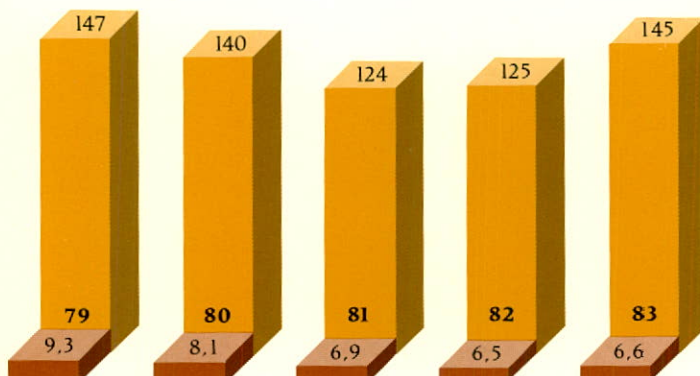


Réserves nettes et production de brut

En millions de m³

■ Réserves nettes de brut
■ Production nette de brut

Les réserves de pétrole prouvées augmentent; le ratio réserves-production atteint 22 ans.



Rétablissement du bénéfice provenant des ressources naturelles, augmentation sensible des réserves prouvées de pétrole

L'année 1983 aura marqué une importante augmentation du bénéfice provenant du secteur des ressources naturelles de la compagnie. En outre, la réalisation des travaux d'agrandissement du champ pétrolifère de Norman Wells a progressé de façon marquée et de nouveaux investissements ont permis d'accroître dans une mesure considérable les réserves prouvées de pétrole de la compagnie.

De 120 M\$ qu'il était en 1982, le bénéfice d'exploitation est passé à 272 M\$. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse marquée de la production en provenance des sables pétrolifères, à une optimisation continue de l'exploitation, à la baisse des taux de redevances, à l'augmentation des prix du pétrole et à une réduction des pertes d'exploitation du secteur minier.

Bien que la production de pétrole classique de l'Ouest canadien ait continué à baisser en 1983, les hausses de production de Syncrude et des installations-pilotes de Cold Lake ont donné lieu à une légère augmentation de la production nette de brut. Cette augmentation s'est accompagnée de réductions des frais dans toutes les activités de production de la compagnie.

L'intérêt de longue date manifesté par la compagnie envers la mise en valeur du pétrole lourd lui assure d'importantes augmentations de ses réserves prouvées de Cold Lake

Au cours des vingt dernières années, la compagnie a investi plusieurs centaines de millions de dollars dans la recherche et la construction d'usines-pilotes en vue de mettre en production à l'échelle commerciale les vastes sables pétrolifères de l'Alberta. Aujourd'hui, les investissements, les perfectionnements techniques et les connaissances spécialisées d'Esso Ressources en matière d'exploitation sont sur le point de lui assurer un rendement intéressant.

La compagnie a annoncé en septembre qu'elle en était arrivée à un accord avec les gouvernements de l'Alberta et du Canada quant aux conditions qui lui permettraient d'entreprendre la mise en valeur commerciale de ses concessions de Cold Lake (Alberta). La compagnie a décidé, à cet égard, de

procéder par étapes. Chacune des phases du projet coûtera environ 125 M\$ et permettra de produire 1 500 mètres cubes (9 500 barils) de bitume (pétrole très lourd) par jour. Les travaux sur place portant sur les deux premières phases du projet ont débuté au cours du dernier trimestre de 1983; environ les deux tiers des puits que nécessiteront au départ l'injection de vapeur et la production de bitume avaient été forés en fin d'année. L'achèvement de ces deux phases est prévu pour 1985.

Les travaux de mise en valeur commerciale actuellement en cours ont accru de plus de 24 millions de mètres cubes de pétrole (150 millions de barils) les réserves nettes prouvées de la compagnie en 1982, soit une augmentation d'environ 20 %. Les phases qui suivront permettront des ajouts du même ordre.

Selon les marchés qui s'offriront et les conditions futures d'investissement, Esso Ressources compte achever, d'ici à la fin de la décennie, quatre autres phases à Cold Lake, ce qui accroîtrait d'environ 6 000 mètres cubes (38 000 barils) la production quotidienne.

En plus de mettre en valeur ses concessions de Cold Lake, la compagnie a conclu, au début de 1984, un accord avec l'Alberta Energy Company Ltd. portant sur l'exploration et la mise en valeur éventuelle des sables pétrolifères de la région de Primrose Lake, près de Cold Lake.

Un niveau de production record et un important programme d'investissement à Syncrude

L'usine Syncrude a atteint un niveau de production record de 17 760 mètres cubes (112 000 barils) par jour

	1981	1982	1983
Données financières			
	en millions de dollars		
Bénéfice	16	120	272
Produits	1255	1426	1763
Capital utilisé au 31 déc.	2046	2174	2202
Rendement du capital moyen utilisé (en pourcentage)	0,8	5,7	12,4
Données d'exploitation			
	en milliers de m ³ /d		
Production (nette) de pétrole brut et de liquides extraits du gaz naturel (LEGN)			
Classique	12,6	11,6	10,7
Syncrude	2,7	2,8	3,7
Installations-pilotes de Cold Lake	1,3	1,7	2,1
LEGN	2,3	1,8	1,5
Total, pétrole brut et LEGN	18,9	17,9	18,0
Production de gaz naturel (nette)	en millions de m ³ /d		
	5,4	5,4	5,2

en 1983, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1982. La part détenue par la compagnie dans cette usine est de 25 %.

Encouragés par un programme de report des redevances instauré par le gouvernement albertain, les participants dans Syncrude ont entrepris un programme destiné à augmenter la capacité de production de l'usine, à optimiser l'exploitation et à accroître la sûreté de fonctionnement.

Des progrès exceptionnels à Norman Wells

La compagnie consacre actuellement une somme d'environ 600 M\$ à l'accroissement de la production du champ pétrolifère de Norman Wells (T.N.-O.) afin de la porter à 4400 mètres cubes (27 500 barils) par jour. Ces travaux de très grande envergure progressent au rythme prévu en vue de la mise en service des installations en 1985. Les coûts sont d'environ 25 % inférieurs au budget d'origine.

Parmi les points saillants de 1983, signalons l'achèvement de quatre des six îles qui serviront à extraire le pétrole de la partie du gisement qui se trouve sous le fleuve Mackenzie. De plus, 85 % des modules que regrouperont les installations de raffinage du brut qui sera acheminé par oléoduc jusqu'en Alberta ont été livrés à Norman Wells depuis un chantier de construction d'Edmonton.

Esso Ressources a aussi déployé des efforts considérables en vue de s'assurer que les avantages découlant du projet de Norman Wells soient largement partagés par les populations nordiques. Des contrats d'approvisionnement en biens et services d'une valeur de plus de 65 M\$ ont été attribués à des entreprises du Grand Nord. Près de la moitié des emplois créés jusqu'ici par le projet sont allés à des résidents du Grand Nord.

Utilisation prévue de techniques avancées en vue d'obtenir une production supplémentaire du champ de Judy Creek

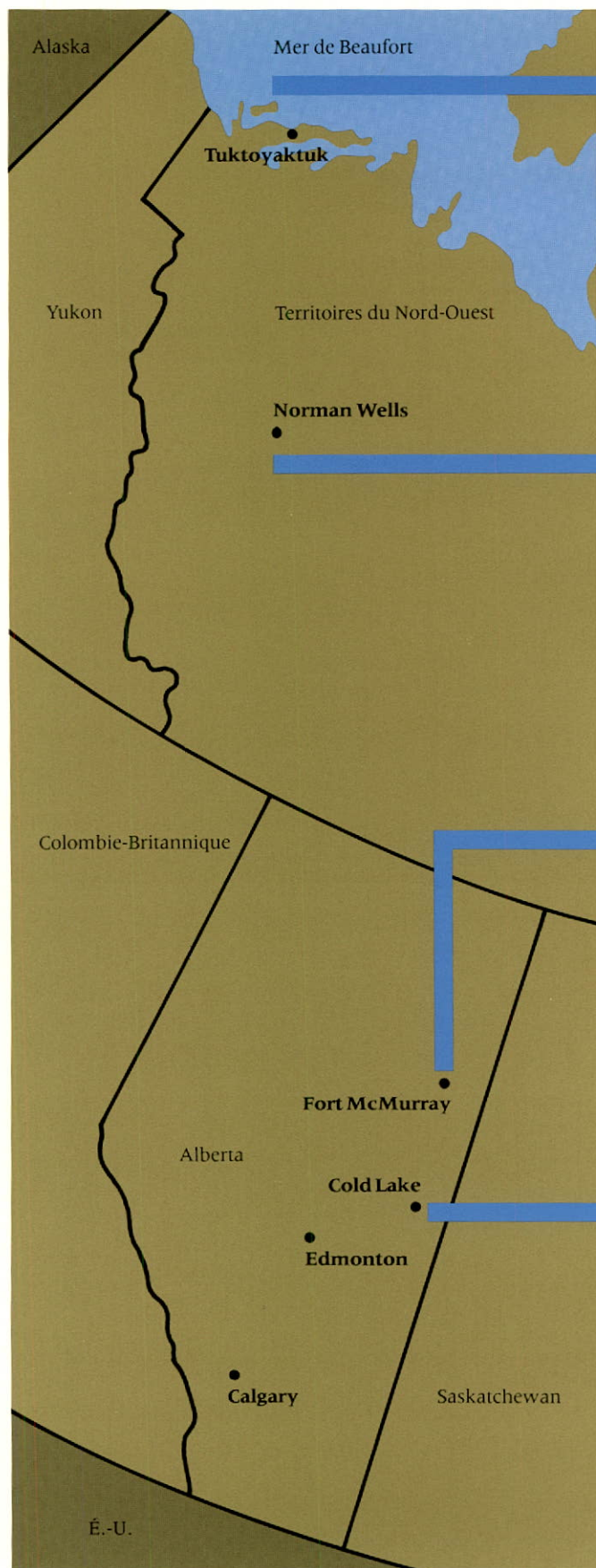
La plupart des grands gisements de pétrole de l'Ouest canadien sont en production depuis une trentaine d'années. Au fur et à mesure qu'on en extrait le pétrole d'origine, il devient de plus en plus coûteux et difficile de récupérer le reste.

Le gisement "A" de Judy Creek, au nord d'Edmonton, qui appartient à 98 % à Esso Ressources, produit du pétrole depuis 1959. Il est parvenu au stade de la maturité, et la quantité restante de pétrole qui peut être récupérée par des moyens traditionnels est limitée. Cependant, en faisant appel à des techniques perfectionnées de récupération tertiaire, la compagnie pourrait extraire du gisement encore huit millions de mètres cubes (50 millions de barils) de pétrole. Ce projet a reçu l'approbation de l'*Alberta Energy Resources Conservation Board* et les études d'ingénierie sont à un stade avancé. Cette technique fera appel à l'injection de liquides extraits du gaz naturel, comme l'éthane et le propane afin d'obtenir du gisement de Judy Creek des quantités supplémentaires de pétrole. On injectera ensuite du gaz naturel afin de récupérer une proportion élevée des liquides qui en sont extraits.

Le projet d'exploration des terrains amodiés dans la mer de Beaufort progresse au rythme prévu et les résultats sont prometteurs

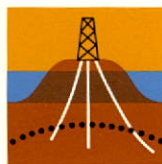
La compagnie effectue des travaux d'exploration pétrolière et gazière dans la région du delta du Mackenzie et de la mer de Beaufort, dans l'ouest de l'Arctique, depuis 1964. Au cours de cette période, elle a fait un certain nombre de découvertes de pétrole et de gaz.

En 1982, la compagnie a amodié à un groupe de sociétés sous la direction de la Home Oil Company Limited, la presque totalité de ses terrains dans la région du delta du Mackenzie et de la mer de Beaufort, sauf ceux où elle a déjà fait des découvertes de pétrole et de gaz. Le groupe compte forer un minimum de treize puits dans la région sur une période de cinq ans. La part des dépenses assumée par Esso Ressources sera d'environ 10 %; la part qui lui reviendra dans toute production future se situera entre 35 et 41 %.



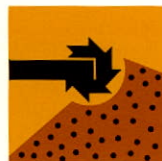
Beaufort

Un programme de forage entrepris en coparticipation avec un groupe de compagnies canadiennes progresse au rythme prévu dans la région du delta du Mackenzie et de la mer de Beaufort. Deux des quatre puits forés depuis 1982—West Atkinson et Itiyok—ont produit du pétrole et du gaz. Un caisson de forage réutilisable a été installé avec succès en septembre, au moment où fut entrepris le forage du puits d'exploration Kadluk.



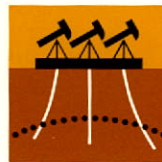
Norman Wells

Ces installations de 600 M\$ augmenteront éventuellement d'environ 4000 mètres cubes (25 000 barils) par jour la production de pétrole classique de la compagnie, une fois achevées en 1985. Les travaux sont en avance sur l'échéancier prévu et se situent bien en deçà du budget.



Syncrude

La production de Syncrude a atteint un niveau record en 1983. La part de cette production revenant à la compagnie a été de 4440 mètres cubes (28 000 barils) par jour. Les participants dans Syncrude ont fait part de leur intention de consacrer, entre 1983 et 1987, 1,2 milliard de dollars à des travaux destinés à optimiser l'exploitation et à porter la production quotidienne à environ 22 000 mètres cubes (138 000 barils).



Cold Lake

La compagnie a amorcé la mise en valeur par étapes des concessions qu'elle détient dans les sables pétrolifères de Cold Lake. Une fois achevées en 1985, les deux premières phases du projet assureront la production de 3000 mètres cubes (19 000 barils) par jour de pétrole très lourd; elles ont accru de 20 % les réserves nettes prouvées de la compagnie.

À tous égards, ce programme mixte progresse au rythme prévu. Le premier puits, foré à West Atkinson en 1982, a produit du pétrole. Trois autres puits ont été forés en 1983: deux sur terre et un en mer. Ce dernier, à Itiyok, a donné lieu à une découverte de pétrole et de gaz. Les deux premiers, ceux de Natagnak et de Pikiolik, étaient secs et ont été abandonnés.

Installation réussie d'un caisson réutilisable

Parmi les points saillants de 1983, signalons l'installation réussie, en septembre, d'un caisson de forage réutilisable conçu par Esso Ressources en vue de la réalisation de travaux d'exploration dans la mer de Beaufort. Kadluk est le premier puits d'exploration foré à partir du caisson. L'évaluation du puits devait prendre fin en mars 1984. Deux installations de forage étaient également en activité, au début de 1984, à Tuk et à Nuna, sur la terre ferme. Ce dernier puits, qui était sec, a été abandonné.

La compagnie recherche la participation d'autres sociétés à des forages au large des côtes de l'Atlantique

La compagnie envisage d'entreprendre, en 1985 ou 1986, des forages d'exploration sur les terrains qu'elle détient dans Flemish Pass, près d'un gisement déjà découvert par l'industrie pétrolière à Hibernia. En raison des coûts élevés de l'exploration en mer, la compagnie est à la recherche d'autres participants.

L'exploration pétrolière et gazière se poursuit dans les provinces de l'Ouest

La compagnie a poursuivi un modeste programme d'exploration de pétrole classique et de gaz dans les provinces de l'Ouest, programme auquel elle a consacré 39 M\$ en 1983. Au total, la compagnie a foré, seule ou en coparticipation, 41 puits. Douze d'entre

eux ont produit du pétrole, et douze autres du gaz. D'autres entreprises ont foré 41 puits d'exploration sur les concessions de la compagnie, Esso Ressources retenant un intérêt au titre des redevances.

Les secteurs du charbon et des métaux communs sont touchés par l'affaissement du marché

Active dans la prospection de gisements de charbon depuis 1971, la compagnie en fait l'extraction depuis 1981, après l'acquisition de la mine Byron Creek Collieries Limited, dans le sud-est de la Colombie-Britannique.

En 1983, les ventes de charbon se sont ressenties de l'affaissement de la demande internationale et d'une concurrence intense sur le plan des prix. Toutefois, les gisements de Byron Creek renferment une forte quantité de charbon de haute qualité et la compagnie est prête à entreprendre un important agrandissement de la mine dès que les conditions du marché le justifieront.

Dans le secteur de la production minière, la mine de cuivre Granduc près de Stewart (C.-B.) a subi les contrecoups de l'affaissement soutenu des prix du cuivre. En conséquence, la compagnie a annoncé qu'elle fermerait sa mine en avril 1984. En 1982, la compagnie a réduit la valeur comptable de la mine, et il en est résulté une imputation de 40 M\$ au bénéfice après impôts. Aucune autre réduction de valeur ne sera nécessaire.

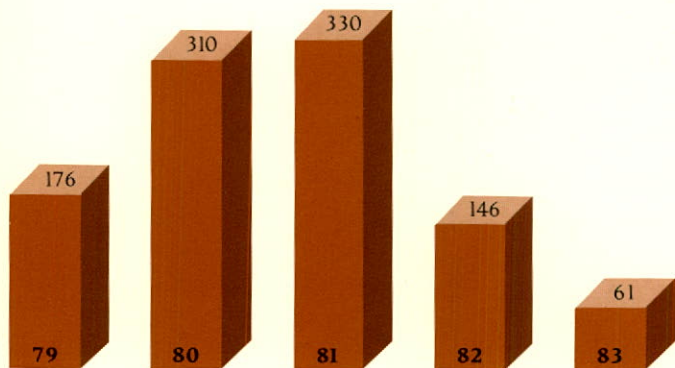
«Une année difficile imposait des décisions tout aussi difficiles. Malgré d'énergiques mesures d'économie, le bénéfice a accusé une baisse marquée à mesure que s'est intensifiée la concurrence. La légère amélioration des marchés a donné de meilleurs résultats au deuxième semestre.»

Gordon H. Thomson
Président
Pétroles Esso Canada



Bénéfice d'exploitation
En millions de dollars

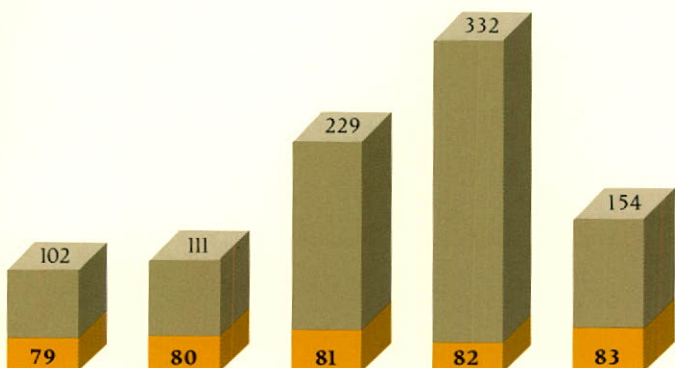
La baisse de la demande et les guerres de prix réduisent de façon marquée le bénéfice provenant des produits pétroliers.



Dépenses en immobilisations
En millions de dollars

■ Raffinage
■ Commercialisation

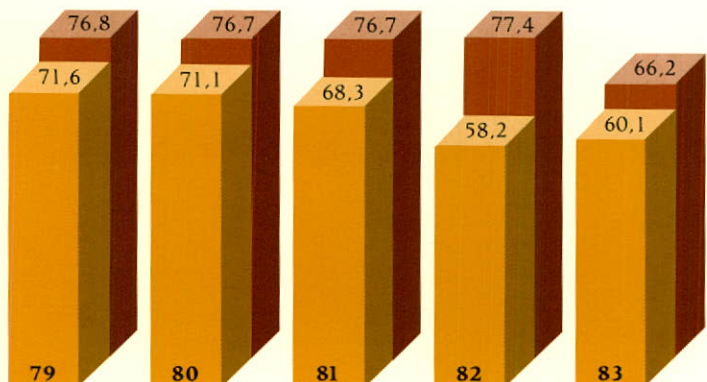
Avec l'achèvement des programmes d'optimisation, les dépenses en immobilisations sont réduites par rapport à leurs niveaux records du passé.



Capacité de raffinage et pétrole brut traité
Milliers de m³/d

■ Capacité de raffinage au 31 déc.
■ Pétrole brut traité

La mise en suspens des activités de la raffinerie de Montréal-Est ramène l'utilisation de la capacité de raffinage au niveau qu'elle atteignait avant la récession.



Réduction du bénéfice tiré des produits pétroliers en raison d'une baisse de la demande et d'une concurrence intense

Le premier semestre de 1983 a été particulièrement difficile pour les secteurs du raffinage et de la commercialisation de l'industrie pétrolière.

La baisse marquée de la demande pour la plupart des produits pétroliers a donné lieu à une capacité de raffinage fortement excédentaire, entraînant ainsi une concurrence intense et soutenue sur le plan des prix, tant au niveau du gros que du détail. La compagnie a également subi une perte sur stocks, en comparaison d'un profit en 1982. Ses ventes globales de produits pétroliers en 1983 ont fléchi d'environ 5% par rapport à l'an dernier; sa part du marché intérieur est demeurée pour ainsi dire inchangée.

Ces facteurs ont eu pour résultat d'entraîner une forte baisse, pour la deuxième année consécutive, du bénéfice global provenant du secteur des produits pétroliers, qui est passé à 61 M\$, soit moins de la moitié des résultats déjà insatisfaisants de 1982.

La concurrence a été particulièrement vive au cours du premier semestre, certains vendant leur essence à des prix inférieurs au prix de revient, afin de conserver leur part du marché. La baisse continue de la demande et l'augmentation consécutive de la capacité de raffinage excédentaire a obligé l'industrie à fermer un certain nombre de raffineries au cours de l'année. En conséquence, celles qui restaient ont pu fonctionner à une capacité plus élevée plus tard dans l'année, optimisant ainsi leur exploitation.

Au cours du deuxième semestre, la reprise économique a également donné lieu à un raffermissement de la demande de produits pétroliers. Bien qu'une forte concurrence sur le plan des prix ait persisté, elle n'a pas été aussi intense et les marges bénéficiaires ont augmenté.

Les perspectives pour 1984 et les années à venir sont plus prometteuses. Si la reprise économique se poursuit, la demande dont font l'objet les produits de la compagnie devrait demeurer stable. Les marges bénéficiaires sont appelées à s'améliorer au fur et à mesure qu'un meilleur équilibre s'établira entre l'offre et la demande. D'autres mesures d'optimisation sont également prévues dans les secteurs du raffinage et de la commercialisation de la compagnie.

La mise en suspens des activités de la raffinerie de Montréal-Est améliorera les résultats de 1984

Pour les raisons qui précèdent, l'Impériale s'est aussi ressentie d'une capacité de raffinage excédentaire dans l'est du Canada en 1983. En conséquence, la compagnie décidait de mettre en suspens les activités de la raffinerie de Montréal-Est avant la fin de l'année. La capacité de raffinage demeurant toujours excédentaire dans l'est du pays et les perspectives d'augmentation de la demande étant très limitées, il aurait été de moins en moins rentable d'exploiter la raffinerie à une capacité réduite.

La mise en suspens des activités de la raffinerie de Montréal-Est optimisera de façon marquée les activités de raffinage de la compagnie dans l'est du pays et elle permet déjà d'entrevoir d'importantes réductions de frais pour 1984 et les années qui suivront. En même temps, la compagnie s'assurera du maintien d'une forte présence sur le marché québécois. Grâce à des accords conclus avec d'autres raffineurs, une gamme complète de produits Esso continuera d'être fabriquée selon nos spécifications et vendue au Québec.

Des investissements optimisent l'exploitation des raffineries de Strathcona et de Sarnia

Conformément à l'engagement qu'elle a pris de maintenir les plus hautes normes d'efficacité et de sécurité dans l'ensemble de ses activités de raffinage, l'Impériale a continué d'investir, en 1983, dans le perfectionnement de ses raffineries. À la raffinerie de Sarnia (Ontario), elle a achevé un programme de 100 M\$ visant à permettre le raffinage d'un plus

	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Données financières			
Bénéfice	330	146	61
Produits	6647	7166	7372
Capital utilisé au 31 déc.	2452	2519	2552
Rendement du capital moyen utilisé (en pourcentage)	15,6	5,9	2,4
Données d'exploitation			
Ventes de produits pétroliers (en milliers de m ³ /d)	69,0	64,4	61,4
Utilisation de la capacité de raffinage au 31 déc. (en pourcentage)	89	75	91

grand nombre de catégories de brut et la fabrication d'une gamme élargie de produits, selon la demande du marché.

La compagnie a aussi achevé, au cours de l'année, d'importants travaux de valorisation de la raffinerie de Strathcona, à Edmonton. En plus de porter sa capacité de raffinage à plus de 26 100 mètres cubes (164 000 barils) par jour, son efficacité a été sensiblement accrue et elle est maintenant en mesure de fabriquer un plus grand nombre de produits blancs.

Les changements organisationnels mettent l'accent sur une amélioration du service à la clientèle

L'important effort déployé en 1982 en vue d'assurer à la clientèle d'Esso un meilleur service s'est poursuivi en 1983. Les changements organisationnels se sont concentrés sur la décentralisation et une sensibilité accrue aux préoccupations régionales. Amorcé il y a déjà plusieurs années, le perfectionnement du système de distribution des produits de la compagnie a continué en 1983.

La compagnie s'est appliquée, en particulier, à mettre en oeuvre des améliorations réalisables au moyen des plus récentes techniques de communication, ce qui a réduit de façon marquée les écritures et accéléré les opérations au détail. Ces techniques ont à la fois servi les intérêts de la clientèle et ceux de la compagnie. La clientèle bénéficie en effet d'un service accéléré et les nombreuses mesures d'optimisation interne qui en ont résulté ont permis une nette amélioration du flux de l'encaisse.

D'autres dépenses destinées à améliorer le service à la clientèle sont prévues pour 1984 et les années à venir. Au cours des quatre prochaines années, les Pétroles Esso consacreront 150 M\$ à la modernisation de leurs stations-service dans l'ensemble du pays.

Une année exceptionnelle sur le plan sécurité

La fiche de sécurité de la compagnie dans les secteurs du raffinage, de la distribution et de la commercialisation s'améliore constamment depuis le milieu des années 1970. À cet égard, les résultats de 1983 ont été exceptionnels, le nombre de jours de travail perdus ayant atteint les plus bas niveaux enregistrés jusqu'ici.

L'enquête gouvernementale occasionne à la compagnie des frais de 8 M\$

À la fin de 1983, il en avait coûté à la compagnie 8 M\$ pour répondre pleinement à l'enquête générale de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce ayant trait aux activités de l'industrie pétrolière.

Pendant toute la durée des audiences, la compagnie a démontré que toutes les allégations portées contre elle étaient sans fondement, et elle estime toujours qu'il n'y a eu aucune preuve d'activités contraires à la concurrence de sa part.

Tous les éléments de preuve ont maintenant été soumis à la Commission. Les documents probants ont été étayés par les témoignages de membres de la haute direction de la compagnie, qui ont comparu pendant environ 19 jours. De 40 à 50 % des frais globaux occasionnés ont été attribués aux salariés de la compagnie directement rattachés à l'enquête.

L'enquête est appelée à se poursuivre jusqu'à la fin de juillet 1984, le rapport de la Commission étant attendu pour le début de 1985.

L'Impériale est en faveur d'une réduction du plomb dans l'essence

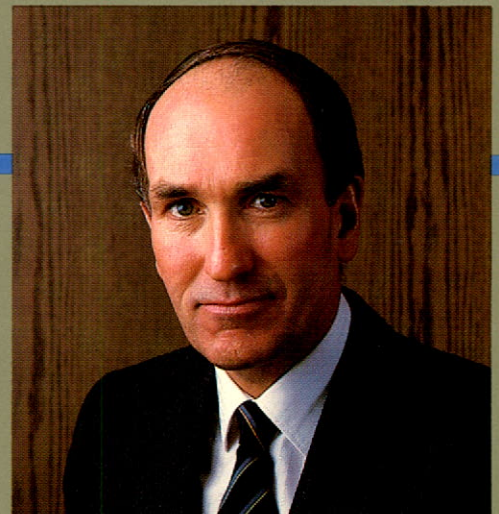
En mars 1983, le ministre fédéral de l'Environnement annonçait que la teneur en plomb actuellement permise dans l'essence posait un risque pour la santé et qu'une réduction de cette teneur s'imposait. Dans un mémoire soumis ultérieurement au ministre, la compagnie s'est dite en faveur d'une réduction de la teneur en plomb et elle a proposé qu'à compter de 1986, la quantité de plomb dans l'essence soit réduite de moitié par rapport à son niveau actuel. La compagnie est en faveur de la nouvelle réglementation publiée au début de 1984.

Le secteur des produits pétroliers met l'accent sur l'optimisation

Les mesures d'efficacité mises en oeuvre par la compagnie dans tous les secteurs d'activité se rattachant aux produits pétroliers ont joué un rôle de premier plan en lui permettant de faire face au contexte très difficile dans lequel évoluait l'industrie pétrolière en 1983. Ces mesures serviront également les intérêts futurs de la compagnie, en la préparant non seulement à affronter les difficultés persistantes du marché, mais aussi à tirer le meilleur parti d'une reprise éventuelle de la demande.

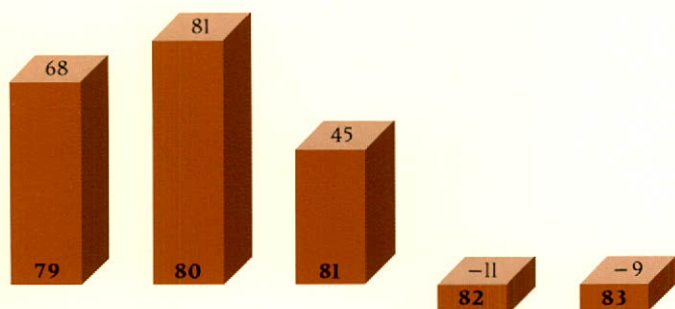
«L'optimisation est la clé de la rentabilité. Avec l'achèvement d'un programme d'investissements d'envergure, Esso Chimie est en mesure de devenir le fabricant le plus efficace de l'industrie.»

John E. Akitt
Président
Esso Chimie Canada



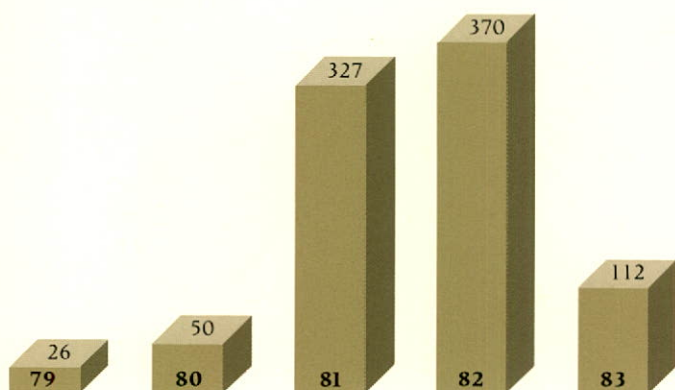
Bénéfice d'exploitation
En millions de dollars

Sensible aux effets de la récession, le secteur des produits chimiques accuse une perte, mais redevient rentable au quatrième trimestre.



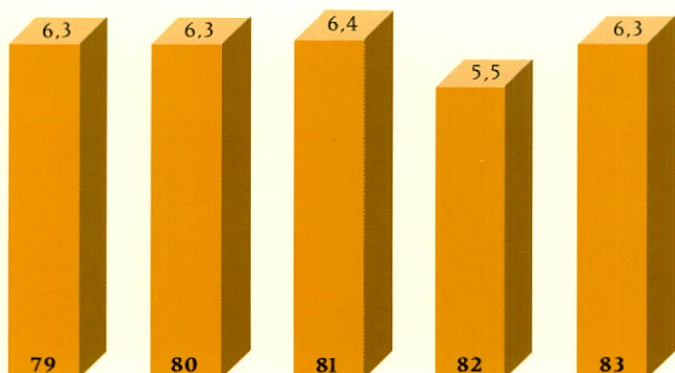
Dépenses en immobilisations
En millions de dollars

Grâce à l'important programme d'investissements achevé en 1983, le secteur des produits chimiques se dote d'usines concurrentielles sur le plan mondial.



Ventes
Milliers de tonnes par jour

Le volume des ventes atteint les sommets d'autrefois.



Le secteur des produits chimiques accuse une perte pour l'année, mais redevient rentable au quatrième trimestre

Sous l'effet conjugué d'un bénéfice réduit et des dépenses se rattachant à l'achèvement d'importants projets d'investissement en 1983, le secteur des produits chimiques de l'Impériale a accusé une perte pour la deuxième année consécutive.

Par contre, on pouvait entrevoir, vers la fin de l'année, une amélioration graduelle des conditions du marché pour l'ensemble de l'industrie, et le secteur des produits chimiques de la compagnie est redevenu rentable au cours du quatrième trimestre.

Le secteur des produits pétrochimiques bénéficie de la reprise économique

Le secteur pétrochimique de l'industrie pétrolière a bénéficié de l'amélioration du contexte économique dans son ensemble et la demande dans ce secteur s'est graduellement rétablie.

Toutefois, même avec l'amélioration des conditions du marché au cours du deuxième semestre de 1983, les prix des produits pétrochimiques sont appelés à demeurer à la baisse jusqu'à ce que soit absorbé l'important excédent de la capacité de fabrication qui touche actuellement l'ensemble de l'industrie.

En 1983, la compagnie a mis en service à Sarnia des installations concurrentielles sur le plan mondial, destinées à la fabrication de résines de polyéthylène basse densité. Le polyéthylène basse densité entre dans la fabrication de pellicules d'emballage et de produits plastiques. La compagnie a aussi agrandi son usine de Sarnia, qui fabrique du chlorure de polyvinyle, une résine de plastique qui sert à fabriquer des produits tels que parements extérieurs et tuyaux. Elle a en outre mené à terme un important investissement destiné à optimiser l'exploitation de l'unité d'éthylène de Sarnia et à accroître sa souplesse d'alimentation en matières premières.

Le marché des engrais, qui était au ralenti, amorce une reprise en fin d'année

Le marché des engrais est demeuré au ralenti pendant la plus grande partie de l'année. Bien que la demande canadienne ait quelque peu augmenté par rapport à 1982, les prix sont demeurés peu élevés en raison d'une surcapacité de production considérable pour l'ensemble de l'industrie, à l'échelle mondiale. La demande est demeurée faible aux États-Unis, l'un des

principaux marchés pour les engrais fabriqués au Canada. De plus, le fait que les prix auxquels les fabricants canadiens peuvent se procurer leurs stocks d'alimentation soient moins avantageux qu'ils ne l'étaient par le passé a permis aux fabricants d'engrais des États-Unis de s'emparer de marchés américains qu'approvisionnaient les fabricants canadiens.

Au cours du dernier trimestre, cependant, la demande canadienne et étrangère d'engrais s'est améliorée de façon marquée et les marges bénéficiaires ont quelque peu augmenté. En fin d'année, la compagnie exploitait sa nouvelle usine d'ammoniac à 110 % de sa capacité prévue et son usine agrandie de phosphate, à près de 100 % de sa capacité. La nouvelle usine d'urée et l'usine d'ammoniac de construction moins récente demeureront fermées jusqu'à ce que la demande augmente davantage. Le taux global d'utilisation de la capacité de fabrication s'est établi à 70 % pour le secteur des engrais.

Après avoir doublé sa capacité de fabrication au cours des deux dernières années, la compagnie dispose aujourd'hui des plus grandes installations de fabrication d'engrais azotés et phosphatés au Canada. Grâce à ses usines hautement efficaces, la compagnie est donc en excellente position pour tirer parti d'une reprise soutenue de la demande d'engrais et des majorations de prix qui l'accompagneront.

De déficitaire qu'elle était, la société Matériaux de Construction devient rentable

La société Matériaux de Construction Canada est parvenue à accroître sensiblement sa rentabilité en

	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Données financières			
Bénéfice (perte)	45	(11)	(9)
Produits			
Produits pétrochimiques	605	508	501
Produits agrochimiques	197	166	230
Matériaux de construction	191	176	214
Total des produits	993	850	945
Capital utilisé au 31 déc.	568	1088	1183
Rendement du capital moyen utilisé (en pourcentage)	10,6	(1,3)	(0,8)
Données d'exploitation	en milliers de tonnes par jour		
Ventes			
Produits pétrochimiques	3,0	2,5	2,4
Produits agrochimiques	2,1	1,8	2,6
Matériaux de construction	1,3	1,2	1,3
Total	6,4	5,5	6,3

1983. Ces excellents résultats tiennent à une amélioration du marché de la construction domiciliaire, conjuguée à l'optimisation de l'exploitation, à la réorganisation des usines et à de nouvelles stratégies de commercialisation.

Des progrès importants en matière d'optimisation des coûts

Compte tenu du contexte fortement concurrentiel créé par la capacité de fabrication excédentaire dans l'ensemble de l'industrie chimique, l'efficacité et la capacité de concurrence sur le plan des coûts sont indispensables à la réussite. La compagnie a réalisé, dans ces deux domaines, des progrès sensibles en 1983.

Les nouvelles installations qui sont entrées en service au cours de l'année sont hautement efficaces et concurrentielles sur le plan des coûts à l'échelle internationale. En fait, la nouvelle usine d'ammoniac de Redwater compte parmi les plus efficaces du genre dans le monde. Après sa mise en service hautement réussie au début de 1983, trois mois avant la date prévue et à un coût inférieur aux limites du budget, l'usine s'est montrée capable de fonctionner à un rythme bien supérieur à sa capacité prévue.

D'importantes économies ont aussi été réalisées dans le secteur des produits chimiques en 1983, grâce à un programme permanent de rationalisation des usines et des produits, à une optimisation de l'exploitation, ainsi qu'au perfectionnement du réseau de distribution et de vente d'Esso Chimie. Parmi ces mesures d'optimisation, citons la négociation, en août dernier, d'un accord d'approvisionnement en engrais avec la société Sherritt Gordon Mines Limited et l'ouverture, plus tôt dans l'année, d'une nouvelle installation de distribution et de mélange d'engrais à Clavet (Saskatchewan). La compagnie a aussi réalisé d'importantes économies par suite de la fermeture des installations de fabrication d'éthylène à base de pétrole brut à Sarnia, où on utilise maintenant en exclusivité des liquides extraits du gaz naturel comme stocks d'alimentation pour la fabrication d'éthylène.

La recherche augmente l'efficacité de façon marquée

Grâce à un programme permanent de recherche et de développement mis en oeuvre par plus de 65 chercheurs et employés de soutien à Sarnia et Redwater, la technologie la plus perfectionnée est mise à la disposition de toutes les installations de fabrication de produits chimiques. À titre d'exemple, l'application d'une technique mise au point par la compagnie à la conception des nouvelles installations d'ammoniac de Redwater a permis de réduire de 30 % la consommation d'énergie par rapport à ce qu'elle aurait été à l'usine conçue à l'origine.

La protection de l'environnement est demeurée, au cours de l'année, l'une des principales préoccupations de la compagnie dans le secteur des produits chimiques, et des progrès sensibles ont été réalisés dans la réduction des résidus. Esso Chimie a également obtenu, en 1983, des résultats exceptionnels en matière de sécurité dans la construction de nouvelles usines. La direction continue de placer au premier rang de ses priorités la santé et la sécurité de son personnel.

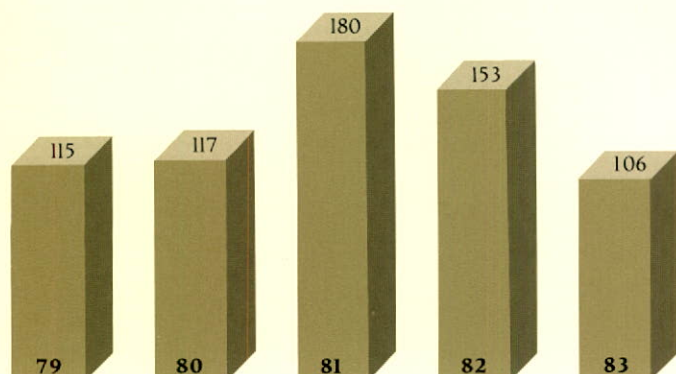
Des perspectives prometteuses pour l'ensemble du secteur des produits chimiques

Les résultats obtenus par la compagnie dans le secteur des produits chimiques en 1983 lui permettent d'entrevoir avec un optimisme fondé l'avenir de ce secteur d'activité de l'Impériale. Bien qu'une reprise continue de la demande de produits chimiques de consommation courante soit appelée à entraîner une amélioration progressive des prix, il est à prévoir que les marges bénéficiaires demeureront limitées pendant un certain temps. Par conséquent, l'optimisation des coûts demeurera un facteur clé dans la rentabilité des produits chimiques. Esso Chimie poursuit résolument l'objectif qu'elle s'est fixé de devenir le fournisseur le plus concurrentiel de produits pétrochimiques et d'engrais en Amérique du Nord.

Au sortir de la récession, l'Impériale jouit d'une position financière solide avec ses fortes liquidités et son faible endettement.

Réinvestissement
Pourcentage

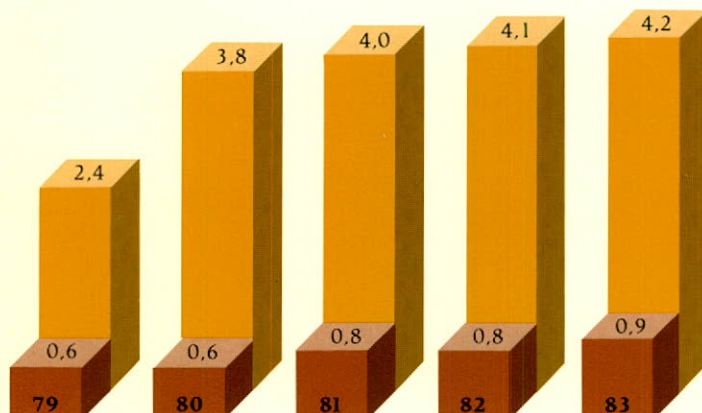
Malgré une réduction des dépenses, les sommes réinvesties par l'Impériale au Canada demeurent supérieures aux fonds autogénérés.



Ratio d'endettement
En milliards de dollars

■ Avoir des actionnaires
■ Dette à long terme

Au sortir de la récession, l'Impériale jouit d'une position financière solide.



Résultats consolidés

Pour les exercices	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Produits			
Pétrole brut (I)	475	559	760
Gaz naturel	193	208	185
Produits pétroliers	6202	6681	6868
Produits chimiques	895	794	897
Autres produits d'exploitation	233	217	209
Intérêt et participations (2,4)	187	159	108
Total des produits	8185	8618	9027
Charges			
Exploration	221	113	81
Achats de pétrole brut et de produits finis (I)	3261	4076	4735
Extraction, raffinage et fabrication	1068	1016	1056
Commercialisation et administration	643	763	781
Intérêt (4)	66	115	121
Total des charges	5259	6083	6774
Produits nets	2926	2535	2253
Amortissements	244	219	235
Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements	2682	2316	2018
Impôts, taxes et prélèvements (II)	2217	2027	1686
Bénéfice d'exploitation	465	289	332
Postes exceptionnels(3)	—	(22)	(42)
Bénéfice net	465	267	290
Données par action	en dollars		
Bénéfice d'exploitation	2,96	1,84	2,09
Bénéfice net	2,96	1,70	1,83
Dividendes	1,40	1,40	1,40

Les références figurant sur cette page et les deux suivantes se trouvent dans les "Notes afférentes aux états financiers", des pages 30 à 35.

Évolution de la situation financière consolidée

Pour les exercices	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Fonds autogénérés			
Produits nets	2926	2535	2253
Impôts, taxes et prélèvements à court terme (II)	2087	1705	1545
Fonds provenant de l'exploitation	839	830	708
Redressements en fonction des éléments suivants:			
Frais d'exploration	221	113	81
Produit des ventes de biens-fonds et d'installations	14	26	56
Diminution du fonds de roulement d'exploitation	—	9	147
Fonds autogénérés	1074	978	992
Dividendes	220	220	222
Fonds autogénérés nets	854	758	770
Investissement des fonds			
Dépenses en immobilisations et d'exploration	1107	1134	699
Participations, placements et autres éléments d'actif	13	24	115
Augmentation du fonds de roulement d'exploitation	420	—	—
Investissement total des fonds	1540	1158	814
Excédent de l'investissement sur les fonds autogénérés nets	(686)	(400)	(44)
Financement externe			
Dette à long terme et autres obligations, nettes des remboursements	331	63	121
Capital-actions	8	14	60
Total du financement externe	339	77	181
Augmentation (diminution) des fonds	(347)	(323)	137
Augmentation (diminution) des fonds par éléments			
Encaisse	(143)	(11)	—
Titres négociables	(3)	(200)	58
Prêt à court terme à la société Exxon	(200)	—	—
Chèques en circulation, moins l'encaisse	—	(75)	44
Billets à court terme	(1)	(37)	35
Augmentation (diminution) totale des fonds	(347)	(323)	137

Bilan consolidé

au 31 décembre	1982	1983	variations
	en millions de dollars		
Capital utilisé			
Fonds de roulement			
Actif à court terme			
Titres négociables au prix coûtant, qui est proche de la valeur marchande	398	456	58
Débiteurs	876	981	105
Stocks de pétrole brut et de produits finis	1355	1388	33
Matières, fournitures et frais payés d'avance	125	114	(11)
Total de l'actif à court terme	2754	2939	185
Passif à court terme			
Chèques en circulation, moins l'encaisse	75	31	(44)
Billets à court terme	38	3	(35)
Créditeurs et charges à payer	861	971	110
Dettes envers la société Exxon et ses compagnies affiliées (5)	14	9	(5)
Impôts, taxes et prélèvements à payer	76	245	169
Total du passif à court terme	1064	1259	195
Total du fonds de roulement	1690	1680	(10)
Participations, placements et autres éléments d'actif à long terme (2)	286	450	164
Biens-fonds et installations au prix coûtant, moins les amortissements cumulés (17)	4446	4660	214
Total du capital utilisé	6422	6790	368
Provenance du capital utilisé			
Dette à long terme et autres obligations (5, 6)	1028	1180	152
Engagements et passif éventuel (10)			
Impôts sur le revenu reportés (12)	1291	1379	88
Avoir des actionnaires			
Capital-actions (13, 15)	1190	1250	60
Bénéfices non répartis réinvestis dans l'entreprise			
À l'ouverture de l'exercice	2866	2913	47
Bénéfice de l'exercice	267	290	23
Dividendes	(220)	(222)	(2)
À la clôture de l'exercice	2913	2981	68
Avoir total des actionnaires	4103	4231	128
Total de la provenance du capital utilisé	6422	6790	368

L'abrégé des pratiques comptables, les définitions et les notes afférentes aux états financiers font partie de cet état.

Approuvé par le Conseil



Président du Conseil et
directeur général

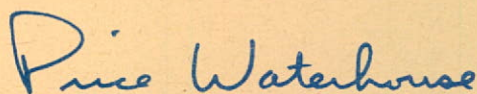


Président et directeur
général de l'exploitation

Aux actionnaires de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Nous avons vérifié l'état des résultats consolidés et l'état de l'évolution de la situation financière consolidée de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée pour chacun des trois exercices successifs terminés le 31 décembre 1983, ainsi que le bilan consolidé au 31 décembre 1982 et au 31 décembre 1983. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement les résultats de l'exploitation et l'évolution de la situation financière de la compagnie pour chacun des trois exercices successifs terminés le 31 décembre 1983 ainsi que sa situation financière au 31 décembre 1982 et au 31 décembre 1983 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.



Comptables agréés
Toronto-Dominion Centre
Toronto (Ontario)
le 27 février 1984

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée et de ses filiales. Tous les comptes et opérations réciproques ont été éliminés. La liste des filiales est publiée à la page 54.

Bon nombre des activités de la Compagnie dans le secteur des ressources naturelles sont entreprises en coparticipation. Les comptes reflètent la part proportionnelle de la compagnie dans ces activités.

Stocks

Les stocks de pétrole brut et de produits finis sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti, au prix coûtant, y compris les frais d'indemnisation pétrolière et le prélèvement spécial pour la canadienisation, lequel prix est inférieur à la valeur de réalisation nette.

Les montants reçus ou réclamés en vertu des programmes fédéraux de compensation sont déduits du coût des achats de pétrole brut et de produits finis.

Les matériaux et fournitures sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Participations et placements

Les principales participations dans des entreprises autres que des filiales sont comptabilisées selon la méthode de la valeur de consolidation. La part de l'actif net de ces entreprises qui revient à l'Impériale est inscrite au poste "Participations et placements" au bilan consolidé. La quote-part de l'Impériale dans le bénéfice de ces entreprises après déduction des impôts sur le revenu est comprise dans l'état des résultats consolidés au poste "Intérêt et participations" sous la rubrique "Produits".

Les autres placements sont comptabilisés au prix coûtant et le revenu qu'ils produisent n'est inscrit qu'à la déclaration des dividendes.

On trouvera en page 54 le pourcentage détenu par l'Impériale dans ses principales participations. La valeur comptable de ces participations et placements figure à la note 2, en page 30.

Biens-fonds et installations

Les biens-fonds et installations, y compris les frais antérieurs à l'exploitation s'y rattachant et les frais de conception de projets d'envergure, sont comptabilisés au prix coûtant et figurent ainsi aux comptes jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou qu'on s'en départisse de quelque autre façon.

Pour son activité d'exploration et de mise en valeur, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse. Le coût des terrains soumis à l'explora-

tion est capitalisé et amorti au cours de la période d'exploration ou jusqu'à ce qu'on fasse une découverte. Le coût des puits d'exploration est capitalisé jusqu'à ce qu'on en évalue la rentabilité. Le coût des puits d'exploration qui se sont révélés secs au cours de l'exercice ou avant la publication des états financiers est imputé aux résultats. Tous les autres frais d'exploration sont imputés aux résultats au moment où ils sont subis. On capitalise tous les frais relatifs aux puits de développement et aux puits d'exploration productifs.

L'entretien et les réparations sont passés en charges dans les frais d'exploitation. On capitalise les améliorations qui accroissent la capacité de service d'un bien ou prolongent sa durée utile au-delà de ce que laissent prévoir les taux reconnus d'amortissement.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés comme une réduction du coût capitalisé du bien auquel ils s'appliquent.

L'amortissement des installations est calculé suivant la méthode de l'amortissement constant, basé sur la durée d'utilisation prévue de ces biens. L'amortissement des frais capitalisés des puits productifs, du coût capitalisé des concessions productives, ainsi que des coûts capitalisés de Syncrude, des installations-pilotes de Cold Lake et des mines en exploitation est établi selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement.

Les résultats consolidés tiennent compte des gains ou des pertes sur les biens vendus ou dont on s'est départi de quelque autre façon.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la compagnie couvrent, pour ainsi dire, tous les membres du personnel. Les obligations relatives aux prestations de retraite sont déterminées chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode rétrospective avec projection des salaires. L'évaluation de l'actif se fonde en général sur les valeurs marchandes au 31 décembre de chaque année. La somme capitalisée est passée en charges et calculée selon des méthodes actuarielles acceptées.

Taxes à la consommation et redevances payées aux gouvernements

Les taxes imposées au consommateur et perçues par la compagnie sont exclues des résultats consolidés. Il s'agit surtout des taxes provinciales sur l'essence moteur et de la taxe fédérale à l'exportation du pétrole brut et des produits pétroliers. Sont également exclues des résultats consolidés les redevances payées aux gouvernements.

Conversion des monnaies étrangères

Les éléments de passif monétaire à long terme remboursables en monnaies étrangères ont été convertis aux cours en vigueur le 31 décembre. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion de la dette à long terme sont amortis sur le reste de la durée de la dette.

Impôts, taxes et prélèvements: les impôts et taxes comprennent à la fois les impôts sur le revenu à court terme et reportés, les taxes sur les recettes, y compris la taxe sur les recettes pétrolières et gazières et la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, ainsi que les taxes à la consommation, les impôts fonciers et les impôts divers, y compris les droits d'accise spéciaux sur l'essence et la taxe fédérale sur les ventes. Les prélèvements comprennent les frais d'indemnisation pétrolière et le prélèvement spécial pour la canadienisation.

Fonds: l'encaisse, les titres négociables et les prêts à court terme, déduction faite des chèques en circulation, moins l'encaisse et les billets à court terme.

Fonds autogénérés: le bénéfice d'exploitation redressé en fonction des postes hors caisse.

Fonds de roulement d'exploitation: le fonds de roulement moins les fonds.

Produits nets: les produits moins les charges, avant déduction des amortissements ainsi que des impôts, taxes et prélèvements dont il est fait état dans les résultats consolidés.

Notes afférentes aux états financiers

1. Produits provenant des ventes de pétrole brut

Afin de répondre à ses besoins de raffinage, la compagnie achète du brut comme complément à sa propre production et vend les quantités inutilisées. Ces achats et ces ventes, qui se sont élevés à 1253 M\$ en 1983 (987 M\$ en 1982 et 742 M\$ en 1981), sont exclus des produits et achats qui figurent aux états financiers.

2. Participations, placements et autres éléments d'actif à long terme

Les participations se situent principalement dans des compagnies d'oléoducs qui transportent le brut et les produits raffinés.

Participations et placements	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
À la valeur comptable			
Valeur à la cote de			
135 M\$ au 31 déc.	90		
207 M\$ au 31 déc.		98	
287 M\$ au 31 déc.			149
Sans valeur à la cote	20	21	22
Au coût	1	2	5
Total des participations et placements	111	121	176
Créances à long terme	59	108	173
Autres éléments d'actif à long terme	33	57	101
Total des participations et placements et des autres éléments d'actif à long terme	203	286	450
Revenu de participations et placements			
Bénéfice après déduction des impôts sur le revenu	22	28	37
Dividendes reçus	17	17	19

3. Postes exceptionnels

	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Mégaprojet de Cold Lake	—	18	—
Mine Granduc	—	(40)	—
Raffinerie de Montréal-Est	—	—	(70)
Unité d'éthylène de Sarnia	—	—	(6)
Interprovincial Pipe Line Limited	—	—	34
	—	(22)	(42)

Mégaprojet de Cold Lake—En 1981, le gouvernement fédéral a consenti une avance de 40 M\$ destinée au mégaprojet de Cold Lake. En 1982, en vertu des dispositions de l'accord, cette avance n'avait pas à être remboursée en raison de la mise en suspens du mégaprojet. En conséquence, le bénéfice a augmenté de 18 M\$ après déduction des frais de fermeture et d'impôts sur le revenu.

Mine Granduc—Après avoir réévalué les gisements de cuivre économiquement récupérables de la mine, la compagnie en a réduit les éléments d'actif à leur valeur de réalisation nette, et il en est résulté une imputation exceptionnelle aux résultats de 40 M\$ après impôts sur le revenu de 26 M\$.

Raffinerie de Montréal-Est—La compagnie a mis en suspens ses activités à la raffinerie de Montréal-Est afin de réaliser une optimisation d'ensemble de son réseau de raffineries. La réduction de valeur des éléments d'actif de la raffinerie et les frais de la mise en suspens ont entraîné une imputation exceptionnelle de 70 M\$ aux résultats, déduction faite de crédits d'impôt de 63 M\$.

Unité d'éthylène de Sarnia—La compagnie a mis en suspens ses activités à l'une des deux unités d'éthylène de son usine de produits chimiques de Sarnia, en raison d'une capacité de production excédentaire. Les éléments d'actif de l'unité ont été dévalués et il en est résulté une imputation exceptionnelle de 6 M\$ aux résultats, après impôts de 4 M\$.

Interprovincial Pipe Line Limited (IPL)—IPL a émis 13,6 millions d'actions ordinaires à Hiram Walker Resources Limited (HWR) en échange de 13,6 millions d'actions de HWR. Bien que l'Impériale ait conservé 8,597 millions d'actions ordinaires d'IPL, sa participation est passée de 33 % à 22 % dans cette société agrandie. Par suite de cette opération, la participation de l'Impériale dans IPL a été rajustée de manière à tenir compte de sa nouvelle quote-part dans la valeur comptable accrue d'IPL comme en témoigne l'échange d'actions, par rapport à sa valeur comptable antérieure. Il est résulté de ce rajustement un gain hors-caisse de 34 M\$. Ce gain hors-caisse n'a entraîné aucune conséquence au niveau de l'impôt sur le revenu.

4. Intérêt

	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Intérêts créditeurs	141	99	47
Intérêts débiteurs			
Dette à long terme	56	92	101
Billets à court terme	3	6	2
Contrats de location-acquisition	7	11	14
Autres intérêts	—	6	4
Total des intérêts débiteurs	66	115	121

5. Opérations avec la société Exxon et des compagnies affiliées (Exxon)

Le coût net des opérations avec Exxon s'est établi, pour l'Impériale, à 224 M\$ au cours de l'exercice (8 M\$ en 1982 et 518 M\$ en 1981). Ces opérations ont été conclues selon des conditions concurrentielles ou aussi favorables qu'elles l'auraient été entre parties sans lien de dépendance. Ces opérations avaient pour but d'assurer l'approvisionnement de la clientèle en pétrole brut, en produits pétroliers et en produits pétrochimiques. Il y a aussi échange de services techniques, d'ingénierie et de transport. Les "autres obligations" dont il est fait état à la note 6 comprennent une somme de 6 M\$ due à Exxon au 31 décembre 1983 (12 M\$ en 1982; 18 M\$ en 1981).

En 1983, Exxon a fait l'acquisition de 1 195 811 actions en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions dont il est fait état de façon plus détaillée à la note 13 (223 206 actions en 1982). La participation d'Exxon dans la compagnie se maintient à 69,6 %.

6. Dette à long terme, autres obligations et financement

Débetures			1982	1983
Année d'émission	Échéance	Taux d'intérêt	en millions de dollars	
1967	2 janvier 1987	6 ¾	17	15
1968	2 janvier 1988	7 ¾	21	18
1969	15 août 1989	8 ½	12	11
1972	15 février 1992	7 ¾	28	27
1974	15 août 1994	10 ¾	78	74
1975	15 février 1995	9 ¾	84	78
1979	15 septembre 2009 (250 M\$ US)	9 ¾	307	311
1981	1 ^{er} décembre 2011 (200 M\$ US)	15 ½	246	249
			793	783
Débetures à fonds d'amortissement				
1983	31 mars 1993	12	—	125
Total de la dette à long terme (a)			793	908
Contrats de location-acquisition (a, b)			105	103
Autres obligations (c)			130	169
Total de la dette à long terme et des autres obligations			1028	1180

(a) Paiements de capital requis au cours des cinq prochaines années pour:

	Débetures à fonds d'amortissement	Contrats de location-acquisition
	en millions de dollars	
1984	1	10
1985	13	10
1986	19	10
1987	26	6
1988	26	5

(b) L'intérêt théorique sur les contrats de location-acquisition s'élève à 60 M\$ pour les cinq prochaines années et à 191 M\$ sur la durée des contrats.

(c) Les autres obligations au 31 décembre 1983 comprennent 76 M\$ (65 M\$ en 1982) relatifs à des contrats de fourniture de gaz à clause d'achat minimal.

Au 31 décembre 1983, les marges de crédit inutilisées auprès de grandes banques canadiennes s'élevaient, au total, à 443 M\$ (411 M\$ en 1982).

Notes afférentes aux états financiers

7. Régime d'intéressement à long terme

La compagnie accorde des récompenses monétaires en vue d'attirer et de retenir à son service des salariés prometteurs, ainsi que de les récompenser pour un rendement élevé. Les paiements sont fondés sur la hausse éventuelle du cours des actions convertibles de catégorie A ou sur l'accroissement du bénéfice par action, selon le plus élevé des deux montants. Cette rétribution n'est pas versée au moment où elle est attribuée, mais plutôt reportée sur une période maximale de six ans, selon le genre de rétribution.

Le coût estimatif de ce régime est amorti sur sa durée. En 1983, la compagnie a imputé aux résultats une somme de 17 M\$ (17 M\$ en 1982 et 13 M\$ en 1981).

8. Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement se sont élevés à 60 M\$ en 1983 (65 M\$ en 1982 et 67 M\$ en 1981) avant déduction des crédits d'impôt à l'investissement de 5 M\$ (5 M\$ en 1982 et 6 M\$ en 1981). Les frais nets ont été passés en charges.

9. Présentation modifiée

La présentation des états des résultats consolidés et de l'évolution de la situation financière consolidée a été modifiée en vue d'y apporter d'autres améliorations et de permettre aux lecteurs de mieux comprendre les rapports entre ces deux états financiers pour 1983, 1982 et 1981.

10. Engagements et passif éventuel

Les dettes futures qu'imposent les obligations et engagements financiers à long terme, tous contractés dans le cours normal des affaires, ne sont pas significatives en ce qui concerne la situation financière consolidée de la compagnie. Les engagements d'achat les plus importants à court terme se rattachent au projet d'agrandissement du champ pétrolifère de Norman Wells, dans les Territoires du Nord-Ouest. Le coût estimatif global du projet se chiffre à 600 M\$, dont 351 M\$ avaient été dépensés au 31 décembre 1983. Les engagements d'achat se rattachant à ce projet s'élèvent à 78 M\$ pour 1984, 3 M\$ pour 1985.

De l'avis des conseillers juridiques, toute responsabilité financière que pourraient entraîner les poursuites judiciaires en instance contre la compagnie n'aurait pas d'effet marqué sur sa situation financière consolidée ou sur ses bénéfices.

11. Impôts, taxes et prélèvements

	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Impôts sur le revenu			
À court terme	344	62	279
Reportés	130	322	141
Taxes sur le revenu			
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	91	154	170
Taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	—	21	—
Taxes à la consommation, impôts fonciers et impôts divers			
Taxe fédérale sur les ventes	311	340	307
Droits généraux d'accise—essence	121	113	106
Impôts fonciers et autres	86	101	91
Prélèvements			
Frais d'indemnisation pétrolière	908	765	449
Prélèvement spécial pour la canadianisation	113	149	143
Frais d'indemnisation spéciaux	113	—	—
Total des impôts, taxes et prélèvements	2217	2027	1686
Moins: impôts sur le revenu reportés	130	322	141
Impôts, taxes et prélèvements à court terme	2087	1705	1545

Les activités de la compagnie sont complexes et, à leur égard, les interprétations, les règlements et la législation de l'impôt sur le revenu et des autres impôts et taxes changent constamment. Il s'ensuit que certaines questions d'impôt sont généralement en suspens. La compagnie estime que la provision pour impôts sur le revenu et autres impôts et taxes est suffisante.

Sommaire du calcul des impôts sur le revenu	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements	2682	2316	2018
À déduire:			
Impôts, taxes et prélèvements autres que les impôts sur le revenu	1743	1643	1266
Quote-part du bénéfice des participations	22	28	37
Bénéfice rétabli	917	645	715
Taux d'imposition de base des entreprises (pourcentage)	50,3	49,5	49,5
Impôts sur le revenu au taux de base	461	319	354
Impôts sur le revenu à ajouter:			
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières, taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, redevances et autres paiements semblables aux gouvernements, non déductibles	218	222	234
	679	541	588
Impôts sur le revenu à déduire:			
Allocation relative aux ressources	99	104	126
Provision pour reconstitution des gisements	52	17	22
Crédit à la fabrication et à la transformation	26	4	(2)
Allocation relative aux stocks	15	23	19
Autres déductions	13	9	3
Impôts sur le revenu	474	384	420
Taux effectif d'imposition (pourcentage)	51,7	59,5	58,7
Augmentation (diminution) des impôts sur le revenu reportés résultant d'écarts temporels:			
Amortissement fiscal	128	226	113
Forages fructueux	92	26	37
Frais d'acquisition de terrains	1	(4)	(13)
Forages en cours	(81)	—	—
Reconstitution des gisements	(10)	56	18
Remises sur les redevances provinciales	—	31	—
Autres éléments	—	(13)	(14)
Augmentation nette des impôts sur le revenu reportés	130	322	141
Impôts sur le revenu à court terme	344	62	279

Ce sommaire ne tient pas compte des impôts sur le revenu s'appliquant aux postes exceptionnels de 1982 et de 1983.

12. Impôts sur le revenu reportés

La compagnie se conforme aux lois de l'impôt sur le revenu et paie ses impôts lorsqu'ils deviennent exigibles. Les impôts sur le revenu reportés ne constituent pas une dette fiscale en vertu de la Loi. Ils résultent des différences entre le calcul des impôts sur le revenu selon le mode d'imposition prévu par la Loi et selon le mode de comptabilisation classique de certains produits et charges. La principale différence résulte de la substitution de l'amortissement fiscal—dont le taux est fixé par la Loi—à l'amortissement comptable.

13. Capital-actions

Nombre d'actions

Autorisées

(catégories A et B)

200 000 000

Émises	Catégorie A	Catégorie B	Total
31 déc. 1981	151 899 810	5 282 019	157 181 829
31 déc. 1982	152 833 456	4 926 982	157 760 438
31 déc. 1983	156 157 528	3 432 194	159 589 722

Les actions de catégorie A et de catégorie B comportent droit de vote, sont convertibles sur une base paritaire et ont qualité égale à tout autre égard. Les détenteurs d'actions de catégorie B reçoivent un dividende-actions sous forme d'actions de catégorie B ayant une valeur sensiblement équivalente au dividende en espèces versé sur les actions de catégorie A.

En 1983, la compagnie a porté de 160 millions à 200 millions le nombre d'actions convertibles autorisées de catégories A et B.

La compagnie a versé, en 1983, des dividendes-actions de 170 341 actions de catégorie B (294 392 en 1982 et 223 344 en 1981) et a imputé 6 M\$ (7 M\$ en 1982 et 7 M\$ en 1981) au titre de dividendes.

En octobre 1982, la compagnie a lancé son Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Ce régime permet aux actionnaires de réinvestir leurs dividendes en espèces dans des actions de catégorie A à un prix inférieur de 5 % au cours moyen du marché. Les actionnaires peuvent aussi investir, au cours de chaque trimestre de l'année civile, une somme variant entre 50 \$ et 5000 \$ dans des actions supplémentaires de catégorie A ou de catégorie B au cours moyen du marché, sans frais de courtage ou autres. En 1983, en vertu de ce régime, une somme de 52 M\$ a été investie dans 1 571 313 titres du capital-actions (7 M\$ dans 281 557 titres en 1982).

Le bénéfice par action est calculé en fonction de la moyenne pondérée mensuelle des actions en circulation au cours de l'exercice.

Notes afférentes aux états financiers

14. Secteurs d'activité	Ressources naturelles			Produits pétroliers			Produits chimiques		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
en millions de dollars									
Produits									
Ventes à la clientèle	682	800	980	6380	6865	7054	947	807	899
Ventes intersectorielles(a)	573	626	783	267	301	318	46	43	46
Total des produits	1255	1426	1763	6647	7166	7372	993	850	945
Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements	264	629	878	2207	1651	1147	89	(15)	(10)
Impôts, taxes et prélèvements	248	509	606	1877	1505	1086	44	(4)	(1)
Bénéfice d'exploitation	16	120	272	330	146	61	45	(11)	(9)
Capital utilisé									
Actif par secteur	2357	2519	2634	3222	3304	3381	696	1046	1141
Moins le passif à court terme	311	345	432	770	785	829	128	(42)	(42)
Total du capital utilisé	2046	2174	2202	2452	2519	2552	568	1088	1183
Amortissements	150	124	124	71	75	81	18	15	31
Dépenses en immobilisa- tions et d'exploration	455	399	425	229	332	154	327	370	112

(a) Toutes les opérations intersectorielles sont exclues des chiffres consolidés ci-dessus. La compagnie exerce son activité dans les secteurs figurant à la rubrique "Revue de l'exploitation". Pour la présentation des données ci-dessus, chaque secteur est considéré comme une activité commerciale distincte. Les ventes intersectorielles sont conclues, dans l'ensemble, aux prix du marché.

15. Options d'achat d'actions

En vertu d'un régime offert à certains salariés, des options sont encore en cours pour l'achat d'actions convertibles de catégorie A ou de catégorie B. Nulle option nouvelle ne peut être octroyée en vertu de ce régime. Toutes les options qui restent prennent fin le 15 juillet 1984.

Au 31 décembre 1983, il y avait des options d'achat en cours pour 86 070 actions (363 070 au 31 décembre 1982) au prix de 25,20 \$ (de 25,20 \$ à 38,14 \$ au 31 décembre 1982). Ces actions en comprennent 10 060 sur lesquelles des membres du conseil d'administration et de la haute direction détiennent des options (61 810 au 31 décembre 1982). Au moment où ces options furent octroyées, leur juste valeur marchande se situait entre 28,00 \$ et 42,375 \$ par action. Toutes les options peuvent être exercées à l'heure actuelle.

En 1983, des options ont été exercées sur 87 630 actions en retour de 2 368 000 \$ (2660 actions en retour de 67 000 \$ en 1982). La juste valeur marchande de ces actions se chiffrait à 3 186 200 \$ (85 000 \$ en 1982).

Autres investissements			Chiffres consolidés		
1981	1982	1983	1981	1982	1983
en millions de dollars					
176	146	94	8185	8618	9027
—	—	—	—	—	—
176	146	94	8185	8618	9027
122	51	3	2682	2316	2018
48	17	(5)	2217	2027	1686
74	34	8	465	289	332
916	649	948	7096	7486	8049
19	8	95	1133	1064	1259
897	641	853	5963	6422	6790
5	5	(1)	244	219	235
96	33	8	1107	1134	699

16. Régimes de retraite du personnel

Les régimes de retraite couvrent, pour ainsi dire, tous les membres du personnel et se fondent, en général, sur l'ancienneté et la rémunération moyenne des trois dernières années de service. Les régimes sont provisionnés principalement par la compagnie sur la base de calculs actuariels, le dernier ayant été effectué au 30 septembre 1983. Une somme de 33 M\$ a été imputée aux résultats en 1983 (34 M\$ en 1982 et 34 M\$ en 1981).

La valeur marchande de l'actif de la caisse de retraite, qui se chiffrait à 997 M\$ au 31 décembre 1983, dépassait de 243 M\$ (89 M\$ en 1982 et 142 M\$ en 1981) la valeur actuarielle actualisée des prestations acquises et non acquises. Lorsque cette valeur actuarielle actualisée est rajustée en fonction des augmentations futures de salaires, elle dépasse de 52 M\$ (178 M\$ en 1982 et 99 M\$ en 1981) la valeur de l'actif. Cet excédent sera imputé aux résultats sur une période ne dépassant pas 15 ans.

Dans le calcul de la dette actuarielle de 1983, le taux présumé de rendement des sommes investies par le régime, qui avait été fixé à 6% pour les années antérieures, a été porté à 7%, et le taux présumé d'augmentation des salaires, qui avait été fixé à 3,5% pour les années antérieures, a été porté à 5%. Ces changements ont réduit d'une somme nette de 77 M\$ la dette actuarielle par rapport à ce qu'elle aurait été si on avait utilisé les taux antérieurs.

17. Biens-fonds et installations

	Coût		Amortissements cumulés	
	1982	1983	1982	1983
en millions de dollars				
Ressources naturelles				
Exploration et production	2036	2215	655	719
Pétrole lourd	730	827	88	108
Minéraux	193	155	105	64
	2959	3197	848	891
Produits pétroliers	2134	2273	796	973
Produits chimiques	1016	1095	196	208
Autres	233	233	56	66
Total des biens-fonds et installations	6342	6798	1896	2138
Moins amortissements cumulés	1896	2138		
Investissement net	4446	4660		

18. Renseignements supplémentaires (non vérifiés)

Les actionnaires trouveront des renseignements supplémentaires des pages 42 à 51.

Comme la compagnie pourrait souhaiter faire appel au marché américain des capitaux, ces renseignements comportent des précisions conformes aux pratiques d'information qui ont cours aux États-Unis. On fait état, à la page 43, des écarts entre les principes comptables généralement reconnus respectivement au Canada et aux États-Unis, tels qu'ils s'appliquent à la compagnie.

Sommaire des cinq derniers exercices

Finances

Résultats consolidés	1979	1980	1981	1982	1983
	en millions de dollars				
Produits					
Pétrole brut	—	375	475	559	760
Gaz naturel	156	191	193	208	185
Produits pétroliers	3872	4702	6202	6681	6868
Produits chimiques	673	788	895	794	897
Autres produits d'exploitation	139	178	233	217	209
Intérêt et participations	66	115	187	159	108
Total des produits	4906	6349	8185	8618	9027
Charges					
Exploration	210	253	221	113	81
Achats de pétrole brut et de produits finis	2127	2747	3261	4076	4735
Extraction, raffinage et fabrication	652	844	1068	1016	1056
Commercialisation et administration	511	580	643	763	781
Intérêt	56	61	66	115	121
Total des charges	3556	4485	5259	6083	6774
Produits nets	1350	1864	2926	2535	2253
Amortissements	132	156	244	219	235
Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements	1218	1708	2682	2316	2018
Impôts, taxes et prélèvements	747	1107	2217	2027	1686
Bénéfice d'exploitation	471	601	465	289	332
Postes exceptionnels	22	81	—	(22)	(42)
Bénéfice net	493	682	465	267	290

Données financières par secteurs	1979	1980	1981	1982	1983
	en millions de dollars				
Produits					
Ressources naturelles	1031	1201	1255	1426	1763
Produits pétroliers	4163	5058	6647	7166	7372
Produits chimiques	701	850	993	850	945
Autres investissements	58	109	176	146	94
Ventes intersectorielles	(1047)	(869)	(886)	(970)	(1147)
Total des produits	4906	6349	8185	8618	9027
Bénéfice d'exploitation					
Ressources naturelles	215	184	16	120	272
Produits pétroliers	176	310	330	146	61
Produits chimiques	68	81	45	(11)	(9)
Autres investissements	12	26	74	34	8
Total du bénéfice d'exploitation	471	601	465	289	332
Capital utilisé					
Ressources naturelles	1741	2083	2046	2174	2202
Produits pétroliers	1506	1786	2452	2519	2552
Produits chimiques	217	278	568	1088	1183
Autres investissements	287	1141	897	641	853
Total du capital utilisé	3751	5288	5963	6422	6790
Rendement du capital moyen utilisé	en pourcentages				
Ressources naturelles	14,1	9,6	0,8	5,7	12,4
Produits pétroliers	11,6	18,8	15,6	5,9	2,4
Produits chimiques	32,9	32,7	10,6	(1,3)	(0,8)
Autres investissements	26,4	7,6	10,5	11,5	9,5
Rendement total du capital moyen utilisé	15,2	15,7	8,9	5,2	5,3

Pourcentages et ratios	1979	1980	1981	1982	1983
Rendement					
du capital moyen utilisé (1)	15,2	15,7	8,9	5,2	5,3
de l'avoir moyen des actionnaires	21,8	21,9	11,9	6,6	7,0
Dettes en pourcentage					
du capital utilisé	15,7	10,9	13,1	12,3	13,4
de l'avoir des actionnaires	24,1	15,2	19,3	19,3	21,5
Couverture de l'intérêt (2)	22,7	20,9	15,9	7,5	7,5
Pourcentage de réinvestissement (3)	115,0	116,9	180,3	152,8	105,7
Ratio du fonds de roulement (4)	2,0	3,1	2,8	2,6	2,3

(1) On calcule ce rendement en divisant par le capital moyen utilisé la somme du bénéfice net, de la dette à long terme après impôts et des intérêts sur les contrats de location-acquisition.

(2) On calcule la couverture de l'intérêt en divisant par les intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-acquisition la somme du bénéfice d'exploitation consolidé, des intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-acquisition et de l'impôt sur le bénéfice d'exploitation consolidé.

(3) Total des participations et placements de l'exercice divisé par les fonds autogénérés nets de l'exercice.

(4) Actif à court terme divisé par passif à court terme.

Paievements nets aux gouvernements	1979	1980	1981	1982	1983
en millions de dollars					
Impôts, taxes et prélèvements					
Impôts sur le revenu	332	492	474	384	420
Taxes sur le revenu	—	—	91	175	170
Taxes à la consommation, impôts fonciers et impôts divers	345	392	518	554	504
Prélèvements	70	223	1134	914	592
Total des impôts, taxes et prélèvements	747	1107	2217	2027	1686
À ajouter:					
Impôts à court terme sur les postes exceptionnels	24	—	—	(6)	(15)
Taxes à la consommation perçues au nom des gouvernements	403	403	499	618	608
Redevances payées aux gouvernements	507	513	495	505	492
	1681	2023	3211	3144	2771
À déduire: Impôts sur le revenu reportés	123	136	130	322	141
Total des sommes payées ou à payer aux gouvernements	1558	1887	3081	2822	2630
Sommes reçues des gouvernements					
Compensation pour les importations de pétrole	251	653	761	422	149
Compensation pour Syncrude	48	143	138	117	86
Crédits d'impôt pour investissements	27	25	58	20	24
Programmes d'incitation	10	11	19	10	8
Avance reçue du gouvernement fédéral pour le méga-projet de Cold Lake	—	—	40	—	—
Total des sommes reçues ou à recevoir des gouvernements	336	832	1016	569	267
Paievements nets aux gouvernements	1222	1055	2065	2253	2363

Sommaire des cinq derniers exercices

Finances

Statistiques financières	1979	1980	1981	1982	1983
	en millions de dollars				
Capital utilisé					
Fonds	251	955	608	285	422
Fonds de roulement d'exploitation	649	1030	1414	1405	1258
Participations, placements et autres éléments d'actif à long terme	163	193	203	286	450
Biens-fonds et installations, nets	2688	3110	3738	4446	4660
Total du capital utilisé	3751	5288	5963	6422	6790
Provenance du capital utilisé					
Dette à long terme et autres obligations	611	618	946	1028	1180
Impôts sur le revenu reportés	700	881	975	1291	1379
Avoir des actionnaires	2440	3789	4042	4103	4231
Total de la provenance du capital utilisé	3751	5288	5963	6422	6790
Total de l'actif	4668	6244	7096	7486	8049
Fonds autogénérés	933	975	854	758	770

Dépenses en immobilisations et d'exploration	1979	1980	1981	1982	1983
	en millions de dollars				
Ressources naturelles					
Exploration avant déduction des incitations	444	398	209	106	52
Exploration, après déduction des incitations	434	387	190	93	47
Production	191	143	90	206	246
Pétrole lourd	62	83	43	42	102
Minéraux	50	69	132	58	30
Total—Ressources naturelles	737	682	455	399	425
Produits pétroliers					
Commercialisation	33	35	42	31	46
Raffinage	69	76	187	301	108
Total—Produits pétroliers	102	111	229	332	154
Produits chimiques	26	50	327	370	112
Autres investissements	14	18	96	33	8
Total des dépenses en immobilisations et d'exploration	879	861	1107	1134	699

Sommaire des cinq derniers exercices

Exploitation

Puits forés (1)	1979		1980		1981		1982		1983	
	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets	Bruts	Nets
Provinces de l'Ouest										
D'exploration										
Classiques	163	61	151	50	61	20	36	11	41	18
Sables pétrolifères	27	20	72	40	30	11	75	21	40	12
De développement										
Classiques	267	116	139	58	83	30	34	13	114	56
Sables pétrolifères	21	21	26	26	81	81	29	29	210	210
Régions nordiques et Atlantique (2)										
D'exploration	6	3	5	1	4	1	5	1	9	3
De développement	4	3	6	4	1	—	12	8	30	20
Autres provinces										
D'exploration	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Total des puits forés										
D'exploration	196	84	228	91	95	32	116	33	91	33
De développement	292	140	171	88	165	111	75	50	354	286
Terrains détenus (1)										en millions d'hectares
Pétrole et gaz										
Provinces de l'Ouest										
Classiques	2,9	1,0	5,3	1,4	5,6	1,4	5,3	1,3	2,5	0,9
Autres	0,7	0,3	0,7	0,3	0,8	0,3	1,0	0,4	1,0	0,4
Régions nordiques (2, 3)	13,3	4,2	11,7	4,0	11,4	3,8	9,8	3,9	10,5	3,8
Atlantique (3)	7,2	5,8	6,1	5,2	5,5	4,8	6,0	4,7	4,4	3,6
Autres provinces (4)	—	—	—	—	1,8	0,2	1,8	0,4	1,9	0,4
Total des terrains détenus—Pétrole et gaz	24,1	11,3	23,8	10,9	25,1	10,5	23,9	10,7	20,3	9,1
Minéraux										
Charbon	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Uranium	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1
Métaux communs	0,1	0,1	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Total des terrains détenus—Minéraux	0,8	0,7	1,2	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8

(1) Les chiffres bruts comprennent les droits des tiers; les chiffres nets ne comprennent pas les droits des tiers. Un hectare équivaut à environ 2,5 acres.

(2) Les régions nordiques, qui comprennent la mer de Beaufort et le delta du Mackenzie, les Territoires du Nord-Ouest, le Territoire du Yukon et les îles de l'Arctique, sont souvent appelées "Terres du Canada". L'Atlantique comprenait deux puits d'exploration en 1979 seulement.

(3) La participation de la compagnie dans les terrains sous la juridiction du gouvernement du Canada est sujette à une réduction en vertu de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, y compris l'attribution à la Couronne d'une participation de 25 %.

(4) Permis de prospection sismique au Québec.

Sommaire des cinq derniers exercices

Exploitation

Réserves prouvées	1979		1980		1981		1982		1983	
	Brutes	Nettes	Brutes	Nettes	Brutes	Nettes	Brutes	Nettes	Brutes	Nettes
Pétrole brut et liquides extraits du gaz naturel (LEGN)										
(millions de m ³) (1)	200	147	198	140	174	124	167	125	190	145
Gaz naturel (milliards de m ³) (1)	62	42	57	39	53	37	52	38	50	37
Approvisionnements en brut et utilisation										
(milliers de m ³ /d) (1)										
Production de brut (1)										
Pétrole brut classique	33,5	19,3	27,0	15,8	21,0	12,6	18,2	11,6	16,0	10,7
Cold Lake	1,0	0,9	0,9	0,9	1,4	1,3	1,8	1,7	2,3	2,1
Syncrude	2,2	2,2	3,2	2,8	3,2	2,7	3,4	2,8	4,4	3,7
Total de la production de brut	36,7	22,4	31,1	19,5	25,6	16,6	23,4	16,1	22,7	16,5
Liquides extraits du gaz naturel (LEGN)	4,0	3,0	3,6	2,6	3,2	2,3	2,6	1,8	2,1	1,5
Total de la production de brut et de LEGN	40,7	25,4	34,7	22,1	28,8	18,9	26,0	17,9	24,8	18,0
Achats nets d'autres sources										
Au pays		31,0		32,6		34,3		28,8		33,3
Importation		15,2		16,4		15,1		11,5		8,8
Pétrole brut traité par les raffineries de la compagnie		71,6		71,1		68,3		58,2		60,1
Capacité de raffinage au 31 déc.		76,8		76,7		76,7		77,4		66,2
Utilisation de la capacité de raffinage au 31 déc. (pourcentage)		93		93		89		75		91
Gaz naturel (millions de m³/d)										
Production (1)	9,8	6,6	8,2	5,6	7,7	5,4	7,3	5,4	6,9	5,2
Acheté pour fins de revente	0,6		0,7		0,8		0,6		0,6	
Ventes	10,4		8,9		8,5		7,9		7,5	
Production de charbon thermique										
(milliers de tonnes par jour)	—	—	—	—	1,0	0,9	2,8	2,7	2,8	2,7

(1) Les réserves brutes et la production ne comprennent que les quantités détenues, exploitées et vendues directement par la compagnie, avant déduction de la part des propriétaires miniers ou des gouvernements, ou des deux. Les réserves et la production nettes sont obtenues après avoir déduit ces parts.

Ventes	1979	1980	1981	1982	1983
Produits pétroliers (milliers de m ³ /d)					
Essences	28,0	27,8	26,6	25,3	24,9
Carburéacteurs	4,0	4,1	4,6	4,4	3,9
Mazouts domestiques	10,8	10,0	8,1	7,7	7,2
Carburants diesels	12,8	12,7	13,4	12,4	12,6
Mazouts lourds	7,6	6,5	6,6	5,3	4,1
Gaz de pétrole liquéfié	5,6	6,3	5,9	5,9	5,1
Autres produits	5,6	4,0	3,8	3,4	3,6
Total des produits pétroliers	74,4	71,4	69,0	64,4	61,4
Produits chimiques (milliers de tonnes par jour)					
Produits pétrochimiques	2,9	2,9	3,0	2,5	2,4
Produits agrochimiques	2,0	1,9	2,1	1,8	2,6
Matériaux de construction	1,4	1,5	1,3	1,2	1,3
Total des produits chimiques	6,3	6,3	6,4	5,5	6,3

Salariés

Nombre au 31 déc.	14 966	16 029	16 314	15 476	14 732
Total –salaires et charges sociales (millions de dollars)	487	594	691	814	825
Salaires et charges sociales par salarié (dollars)	29 300	33 700	36 900	43 200	46 500

Exposé et analyse, par la direction, des résultats d'exploitation

Les états consolidés de l'Impériale rendent compte des résultats combinés de toutes les activités de la compagnie. Les principaux secteurs d'activité sont ceux des ressources naturelles, des produits pétroliers et des produits chimiques. Chacun de ces secteurs rend compte de ses activités au directeur général par l'entremise d'un membre de la haute direction de l'Impériale, soit un administrateur qui est responsable des activités du secteur.

Le bénéfice d'exploitation consolidé de 1983 s'est élevé à 332 M\$, soit une augmentation de 43 M\$ ou de 15 % par rapport aux résultats de 289 M\$ pour 1982. Le bénéfice de 1981 s'était chiffré à 465 M\$.

Une fois inclus les postes exceptionnels dont fait état la note 3 afférente aux états financiers en page 30, le bénéfice global de 1983 a atteint 290 M\$, contre 267 M\$ en 1982 et 465 M\$ en 1981. Quant au bénéfice par action, il s'est établi à 1,83 \$ en 1983, soit une augmentation par rapport à celui de 1,70 \$ en 1982 et une baisse par rapport à celui de 2,96 \$ en 1981. Les dividendes versés en 1983 se sont élevés à 1,40 \$ par action, demeurant inchangés par rapport à ceux de 1982 et de 1981.

Données par secteurs

Ressources naturelles

Le bénéfice provenant du secteur des ressources naturelles en 1983 a augmenté par rapport à celui de 1982 en raison d'une hausse marquée de la production de brut valorisé et de brut lourd à Syncrude et aux usines-pilotes de Cold Lake, d'une optimisation continue de l'exploitation, d'une baisse du taux des redevances, d'une augmentation des prix du brut et d'une réduction des pertes d'exploitation du secteur minier. Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 272 M\$, soit une augmentation de 127 % par rapport à celui de 1982, qui s'était chiffré à 120 M\$ (16 M\$ en 1981), et le rendement du capital moyen utilisé a atteint un taux plus satisfaisant de 12,4 %.

Bien que la production de brut classique en provenance des provinces de l'Ouest ait continué à diminuer en 1983, les augmentations de la production de Syncrude et des usines-pilotes de Cold Lake ont accru, pour la première fois depuis 1979, la production nette de brut. Cette augmentation s'est accompagnée de réductions de frais dans toutes les activités de production de la compagnie.

Les dépenses en immobilisations et d'exploration se sont élevées, au total, à 425 M\$ en 1983, contre 399 M\$ en 1982 et 455 M\$ en 1981. Les dépenses en immobilisations affectées à des installations destinées à augmenter ou à maintenir

la production de brut classique et de gaz naturel se sont élevées à 246 M\$, par rapport à 206 M\$ en 1982 (90 M\$ en 1981). Les dépenses en immobilisations affectées à des installations destinées à augmenter ou à maintenir la production de pétrole lourd des usines-pilotes de Cold Lake se sont chiffrées à 102 M\$, par rapport à 42 M\$ en 1982 (43 M\$ en 1981). La compagnie a consacré 47 M\$ à l'exploration pétrolière et gazière en 1983, par rapport à 93 M\$ en 1982 (190 M\$ en 1981).

Produits pétroliers

Le bénéfice tiré du secteur des produits pétroliers a sensiblement diminué par rapport à celui de l'année précédente en raison d'un contexte d'exploitation particulièrement difficile. Une forte baisse de la demande touchant la plupart des produits pétroliers a entraîné un important excédent de la capacité de raffinage, ce qui a donné lieu à une concurrence intense et soutenue, tant au niveau du gros qu'à celui du détail. La compagnie a aussi subi une perte sur stocks, comparativement à un profit en 1982. Les conditions se sont cependant améliorées quelque peu au cours du deuxième semestre. C'est en raison de ces facteurs que le bénéfice de 1983 est tombé à 61 M\$, de 146 M\$ qu'il était en 1982 et de son niveau record de 330 M\$ en 1981. Le rendement du capital moyen utilisé dans ce secteur d'activité de l'Impériale en 1983 a baissé au niveau insatisfaisant de 2,4 %. Les dépenses en immobilisations consacrées à l'amélioration des raffineries, en particulier celles de Sarnia et de Strathcona, ont été de 108 M\$ en 1983, soit une réduction de 64 % par rapport aux 301 M\$ investis en 1982 (187 M\$ en 1981). À cet égard, la plupart des travaux d'importance ont été achevés en 1982.

Produits chimiques

Aucun des secteurs d'activité de l'Impériale n'a été autant touché par le ralentissement économique en 1982 et 1983 que celui des produits chimiques. L'industrie chimique est très sensible à la récession et fortement influencée par le contexte économique international.

Par suite des excédents continus de la capacité de fabrication dans les secteurs nord-américains des produits pétrochimiques et des engrais, de la récession au Canada et de la disparition des avantages dont jouissaient les fabricants canadiens par rapport aux fabricants américains sur le plan des coûts des matières premières, les marges bénéficiaires ont fléchi, avec ce résultat que le bénéfice n'a pas suffi pour contrebalancer les charges reliées aux importants projets d'investissement. Ces projets, à Sarnia et Redwater, ont été achevés dans les délais prévus et à un coût inférieur aux limites du budget en 1983. Il en est résulté, pour 1983, une perte de 9 M\$, par rapport à une perte de 11 M\$ en 1982 (un bénéfice de 45 M\$ en 1981); cette perte aurait été plus importante encore, n'eût été des programmes d'optimisation.

Les dépenses en immobilisations se sont élevées au total, à 112 M\$ en 1983, par rapport à 370 M\$ en 1982 (327 M\$ en 1981).

Des investissements étayés par les liquidités de l'Impériale et ses ressources en capital

Les fonds autogénérés de l'Impériale, déduction faite des versements de dividendes, se sont chiffrés à 770 M\$, contre 758 M\$ en 1982 et 854 M\$ en 1981. Ces fonds ont servi principalement au financement de programmes de dépenses en immobilisations et d'exploration s'élevant à 699 M\$ en 1983, à 1134 M\$ en 1982 et à 1107 M\$ en 1981.

Les débiteurs et la valeur des stocks ont augmenté avec les hausses de prix des produits pétroliers, les coûts plus élevés des matières premières et l'augmentation des frais d'exploitation. Par suite de la demande d'élargissement des conditions de paiement, le délai de recouvrement des créances est passé de 35 jours en 1982 à 37 jours en 1983. La réduction des réserves de stocks, qui sont passées de 71 jours en 1982 à 70 jours en 1983, a partiellement compensé l'augmentation de la valeur des stocks. Par ailleurs, l'augmentation des créditeurs et des impôts et taxes à payer a plus que contrebalancé l'augmentation des débiteurs et de la valeur des stocks. La majoration des prix du brut, l'augmentation de la demande de brut de la part des raffineries en décembre et l'augmentation des achats de produits pétroliers faisant suite à la mise en suspens des activités de la raffinerie de Montréal-Est ont accru les créditeurs. L'augmentation des impôts sur le revenu de l'exercice a accru les impôts et taxes à payer. En conséquence, le fonds de roulement d'exploitation a été réduit de 147 M\$ par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 1982.

L'Impériale a lancé, en 1983, une émission de titres de dette à long terme de 125 M\$. En 1982, il n'y avait eu, de la part de la compagnie, aucune émission de titres, et en 1981, elle avait réuni une somme de 221 M\$ grâce à une émission de titres de dette à long terme. Au 31 décembre 1983, le ratio d'endettement était de 21,5 %, soit une augmentation par rapport au ratio de 19,3 % au 31 décembre 1982.

En octobre 1982, la compagnie a instauré le Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, et une somme de 52 M\$ a été investie dans ce régime en 1983 (7 M\$ en 1982). On en trouvera la description à la note 13 afférente aux états financiers, en page 33.

Les fonds disponibles à la clôture de l'exercice s'établissaient à 422 M\$, contre 285 M\$ en 1982 et 608 M\$ en 1981. De plus, l'Impériale bénéficie de marges de crédit se chiffrant à 547 M\$ auprès de cinq banques canadiennes.

Le bénéfice déclaré n'est pas rétabli en fonction de l'inflation

Le bénéfice global se fonde sur les pratiques comptables classiques, qui ne tiennent pas compte des effets des taux élevés d'inflation et des variations de prix survenus ces dernières années. Nous présentons en pages 44 et 45 un compte rendu de ces effets.

Présentation des états financiers

Les états financiers de la compagnie ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Ces principes sont conformes en tous points essentiels à ceux utilisés aux États-Unis, à l'exception de ce qui suit:

(1) Les intérêts débiteurs relatifs à des projets de construction d'importance n'ont pas à être capitalisés au Canada, alors qu'ils doivent l'être aux États-Unis. Si ces intérêts avaient été capitalisés, le bénéfice net aurait augmenté de 21 M\$ (21 M\$ en 1982; 3 M\$ en 1981).

(2) Le passif à long terme en monnaies étrangères a été converti aux cours du change du 31 décembre. Les gains et pertes de change découlant de la conversion de la dette à long terme sont amortis sur la durée non écoulée de la dette. La pratique qui prévaut aux États-Unis consiste à inclure les gains et pertes découlant de cette conversion dans les résultats de la période au cours de laquelle ils surviennent. Cette pratique aurait réduit de 4 M\$ le bénéfice net de 1983 (10 M\$ en 1982 et 1 M\$ en 1981).

Calculé selon les PCGR aux États-Unis, le bénéfice par action serait de 1,94 \$, par rapport à un bénéfice par action de 1,83 \$ selon les PCGR au Canada (en 1982, 1,77 \$ et 1,70 \$ respectivement; ils demeurent identiques pour 1981).

Bien que les modes de présentation suivants dans les renseignements financiers diffèrent au Canada et aux États-Unis, ils n'influent pas sur les chiffres inscrits au titre de bénéfice net:

(a) Selon les PCGR en vigueur aux États-Unis, les postes exceptionnels décrits à la note 3 afférente aux états financiers précéderaient, dans les résultats consolidés, la rubrique "Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements", et ils ne seraient pas inscrits après déduction des impôts sur le revenu.

(b) En raison des barèmes fiscaux s'appliquant à l'industrie canadienne du pétrole et du gaz, la compagnie rend compte de tous les impôts, taxes et prélèvements exposés à la note 11 à titre de poste distinct dans les résultats consolidés. La pratique générale aux États-Unis consiste à présenter le bénéfice avant déduction des impôts sur le revenu et de rendre compte des impôts sur le revenu à titre de poste distinct.

Normes comptables internationales

Les états financiers consolidés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et ils répondent par conséquent en tous points essentiels aux normes du Comité international de normalisation de la comptabilité.

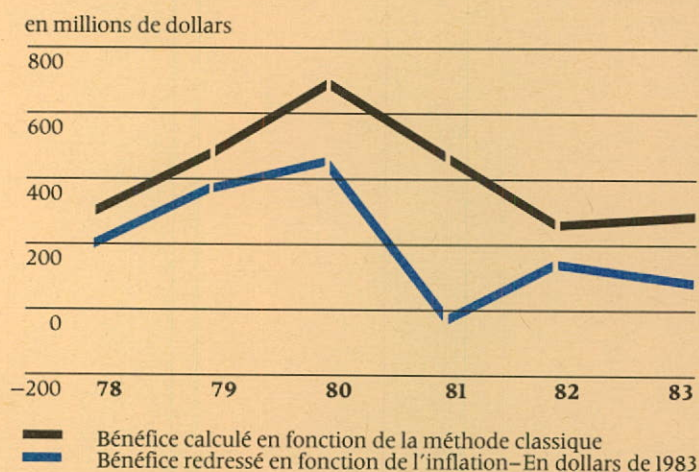
Comptabilité des effets de l'inflation et des variations de prix

Interprétation des résultats

Les pratiques comptables classiques présentent les résultats en fonction de la valeur du dollar au moment des opérations; c'est ce qu'on appelle la méthode du "coût d'origine". Elle sert de fondement à la présentation des renseignements financiers dans les rapports publiés. Or, cette méthode ne tient pas compte du fait que les prix évoluent et que le pouvoir d'achat de l'argent diminue en période d'inflation.

En 1982, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a émis ses recommandations touchant "l'information sur les effets des variations de prix". L'ICCA encourage les entreprises à faire divers essais au cours des années à venir, en vue d'en arriver à la meilleure méthode de rendre compte des effets de l'inflation.

La compagnie préconise l'essai de pratiques comptables qui tiennent compte de l'effet de l'inflation sur les résultats financiers déclarés. Le graphique ci-dessous fait état du bénéfice net de la compagnie au cours des six derniers exercices en fonction de la méthode traditionnelle du coût d'origine et en fonction de la sienne propre, qui tient compte des effets de l'inflation.



En analysant le bénéfice en fonction de la méthode comptable classique du coût d'origine, on constate qu'il a augmenté de 1978 à 1980 inclusivement. Cette augmentation était attribuable à une amélioration des conditions du marché, d'où un accroissement des ventes et des marges bénéficiaires plus élevées au cours de cette période. Il était tenu compte, dans le bénéfice de 1980, de l'augmentation des profits fictifs sur stocks découlant des majorations de prix du brut et d'un poste exceptionnel de 81 M\$. En 1981 et 1982, le bénéfice a fléchi en raison de la récession et de l'effet défavorable du Programme énergétique national, dont s'est particulièrement ressenti le bénéfice provenant du secteur des ressources naturelles. En 1983, par suite des augmentations de prix du brut, des succès remportés dans le domaine du pétrole lourd et de la réduction des taux des redevances, le bénéfice a augmenté, principalement dans le secteur des

ressources naturelles, bien que les résultats obtenus dans les autres secteurs aient encore subi l'influence de la récession.

Le graphique fait état du bénéfice calculé en fonction du coût d'origine et de la tendance du bénéfice redressé en fonction de l'inflation. Calculé selon cette dernière méthode, le bénéfice a toujours été inférieur, de 1978 à 1983, à celui obtenu en fonction des méthodes comptables classiques. En outre, de 1978 à 1983, la tendance du bénéfice redressé diffère de celle illustrée selon les méthodes comptables classiques (coût d'origine). Redressé en fonction de l'inflation, le bénéfice de 1980 est sensiblement amoindri en raison de l'élimination des profits fictifs sur stocks; de plus, en 1981, l'incidence défavorable de la récession et du Programme énergétique national a été plus intense que ne l'indiquaient les résultats obtenus en fonction des méthodes classiques. Par contre, les résultats redressés de 1982 laissaient entrevoir une amélioration attribuable en partie aux mesures d'optimisation et aux modifications apportées au Programme énergétique national à l'intention des entreprises, phénomène que ne permettait pas de constater avant 1983 le bénéfice calculé en fonction des méthodes comptables classiques.

Le bénéfice redressé en fonction de l'inflation permet de mieux comprendre les résultats obtenus par la compagnie, abstraction faite de facteurs économiques indépendants de sa volonté, tels que l'inflation et l'évolution des prix; on obtient ainsi le bénéfice dont peuvent disposer les actionnaires, une fois préservé le capital de la compagnie.

Résultats comparatifs de 1983

Mode de présentation traditionnel
Mode de présentation de l'Impériale, redressé en fonction de l'inflation
en millions de dollars

Bénéfice avant déduction des impôts, taxes et prélèvements

Taxes et prélèvements autres que les impôts sur le revenu	2018	2018
	1266	1266

Bénéfice avant déduction des impôts sur le revenu et des postes exceptionnels À déduire: redressements (1) en fonction:

du coût des produits vendus	—	90
des amortissements	—	290

Bénéfice avant déduction des impôts sur le revenu	752	372
---	-----	-----

Impôts sur le revenu: à court terme	279	279
reportés	141	30

Bénéfice d'exploitation	332	63
Postes exceptionnels	(42)	18

Bénéfice net	290	81
---------------------	------------	-----------

(1) Les redressements ont été arrondis aux 10 M\$ les plus près.

Lorsque le bénéfice de 1983 est redressé en fonction des effets de l'inflation et des variations de prix, il demeure inférieur aux chiffres obtenus au moyen des méthodes comptables traditionnelles. L'écart est imputable à trois postes de nature répétitive: le coût des produits vendus, les amortissements et les impôts sur le revenu reportés. Redressé en fonction de l'inflation, le coût des produits vendus est plus élevé qu'il ne l'est en fonction des méthodes classiques, car le coût de remplacement des produits vendus est plus élevé. Les amortissements sont aussi plus élevés si on les redresse en fonction de l'inflation puisqu'ils sont fondés sur le coût des éléments d'actif corporels de la compagnie, calculés en dollars courants. (Bien qu'il y ait de multiples façons de déterminer la plus-value des éléments d'actif corporels d'une compagnie en raison de l'inflation, la compagnie préfère fonder sa réévaluation sur l'évolution de l'Indice des prix à la consommation, qui est objectif et généralement compris. Les impôts sur le revenu reportés sont moins élevés, une fois redressés en fonction de l'inflation, car la comptabilité des effets de l'inflation accroît la valeur des éléments d'actif au fur et à mesure qu'ils sont comptabilisés aux livres, ce qui a pour résultat d'accroître l'amortissement imputé à ces éléments d'actif. En conséquence, l'écart entre l'amortissement pour fins comptables et l'amortissement pour fins d'impôt s'en trouve amoindri. La compagnie estime qu'il en résulterait une réduction des impôts reportés aux fins de la comptabilité des effets de l'inflation. De plus, la comptabilité des effets de l'inflation élimine les gains ou les pertes sur la cession d'immobilisations pris en compte aux postes exceptionnels.

On a abondamment discuté, ces dernières années, des modifications à apporter aux états financiers en vue de tenir compte des effets de l'inflation. La compagnie continue de participer aux discussions afin d'aider à l'élaboration de pratiques comptables à cet égard et dans des domaines connexes. La comptabilité des effets de l'inflation est une question fort complexe; il y a, à ce sujet, divers points de vue aussi défendables les uns que les autres et le débat se poursuit.

Dans l'interprétation des résultats présentée plus haut, on compare les chiffres auxquels on en arrive au moyen de la comptabilité classique au coût d'origine à ceux obtenus grâce à une méthode qui, de l'avis de la compagnie, redresse les effets de l'inflation et de l'évolution des prix. Voici maintenant les résultats de 1983 présentés en fonction de la méthode quelque peu différente préconisée par l'ICCA.

La méthode de l'ICCA

Selon la méthode de l'ICCA, le bénéfice net de 1983 redressé en fonction de l'inflation se transforme en une perte de 182 M\$, soit un écart de 263 M\$ par rapport aux chiffres obtenus en utilisant la méthode de la compagnie. Cet écart s'explique par les traitements distincts que réservent les deux méthodes à l'amortissement (152 M\$) et aux impôts reportés (111 M\$).

L'écart au titre de l'amortissement tient au fait que l'ICCA recommande d'évaluer l'actif immobilisé en fonction des coûts de remplacement qu'impose le maintien de la capacité de production. Compte tenu de la volatilité du marché, de la capacité de raffinage excédentaire et des changements technologiques rapides qui caractérisent le contexte dans lequel évolue l'industrie pétrolière, l'Impériale estime que les investissements de bon nombre d'entreprises ne visent pas à remplacer la capacité de production existante, mais plutôt à leur permettre de s'adapter à un marché en évolution. Cette réalité commerciale nous incite à préconiser le concept du maintien de la capacité financière, et par conséquent à faire appel au redressement en fonction de l'IPC plutôt qu'à la méthode de l'ICCA.

Le second facteur auquel l'écart est attribuable est l'incidence qu'exercent sur les impôts reportés les données redressées en fonction de l'inflation, ce dont la méthode de l'ICCA ne tient pas compte.

Renseignements supplémentaires pour 1983 (ICCA)

en millions de dollars

Actif net en dollars actuels

Stocks	1 388
Biens-fonds et installations	9 488
Actif net (capitaux propres)	9 060

Autres renseignements supplémentaires

Augmentation totale du coût actuel des stocks, biens-fonds et installations	414
Effet de l'inflation générale	479
Excédent de l'augmentation du coût actuel sur l'effet de l'inflation générale	65

Diminution du pouvoir d'achat de l'actif monétaire net

24

L'ICCA recommande qu'on incorpore un redressement financier fondé sur deux facteurs: la situation monétaire nette de la compagnie (un profit accru de 23 M\$ en 1983) et les redressements au coût actuel apportés au bénéfice de l'exercice (un profit accru de 25 M\$ en 1983). Tout en s'avérant intéressante sur le plan théorique, cette méthode demeure complexe et controversée; par conséquent, la compagnie n'est pas en faveur de son application aux résultats redressés en fonction de l'inflation.

Renseignements supplémentaires

Exploration et production pétrolières et gazières									
	Pétrole et gaz			Syncrude			Total		
Frais capitalisés (a)	1982	1983		1982	1983		1982	1983	
en millions de dollars									
Frais afférents aux terrains:									
Prouvés	134	140		—	—		134	140	
Non prouvés	235	196		—	—		235	196	
Actif de production	1375	1388		598	631		1973	2019	
Installations de soutien	126	131		—	—		126	131	
Construction inachevée	298	554		—	—		298	554	
Total des frais capitalisés	2168	2409		598	631		2766	3040	
Amortissements cumulés	691	759		52	68		743	827	
Frais capitalisés nets	1477	1650		546	563		2023	2213	
Frais engagés	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
en millions de dollars									
Frais afférents aux terrains	16	9	3	—	—	—	16	9	3
Frais d'exploration	174	85	44	—	—	—	174	85	44
Frais de mise en valeur	104	227	310	29	20	38	133	247	348
Résultats d'exploitation									
Ventes à la clientèle	717	718	887	—	—	—	717	718	887
Ventes intersectorielles	152	305	273	265	287	343	417	592	616
Total des ventes(b)	869	1023	1160	265	287	343	1134	1310	1503
Frais de production (c)	249	249	245	181	186	195	430	435	440
Frais d'exploration (c)	169	73	57	—	—	—	169	73	57
Amortissements	100	89	95	14	15	19	114	104	114
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	81	135	152	10	19	18	91	154	170
Taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	—	21	—	—	—	—	—	21	—
Impôts sur le revenu (c)	207	332	390	23	30	45	230	362	435
Résultats d'exploitation	63	124	221	37	37	66	100	161	287

(a) Les frais afférents aux terrains consistent en paiements de droits d'exploration pétrolière et gazière. Les terrains prouvés sont ceux des régions où des forages fructueux ont révélé un champ pouvant être productif. Les terrains non prouvés comprennent toutes les autres régions. Les frais de construction inachevée comprennent les frais de forage et autres se rattachant à la découverte de réserves commerciales de pétrole et de gaz dans la région de la mer de Beaufort et du delta du Mackenzie.

(b) Les ventes de brut à des affiliés consolidés sont comptabilisées aux prix du marché, selon les prix affichés au champ de production. Les ventes de liquides extraits du gaz naturel à des affiliés consolidés sont comptabilisées à des prix estimés équivalents à ceux qui pourraient être obtenus sur un marché concurrentiel à distance. Le total des ventes ne comprend pas le gaz naturel et les liquides extraits du gaz naturel achetés pour fins de revente.

(c) Aux fins du présent tableau, les frais généraux de l'entreprise sont exclus. Les frais de production, d'exploration et les impôts sur le revenu de 1981 et 1982 ont donc été redressés.

Réserves nettes de pétrole brut et de gaz naturel	Classique et installations de Cold Lake			Syncrude			Pétrole brut total		
Pétrole brut	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	en millions de m³								
Prouvées nettes, exploitées et inexploitées									
Au début de l'exercice	107,8	93,6	94,7	31,7	30,8	29,8	139,5	124,4	124,5
Révisions des estimations antérieures et récupération assistée	(8,6)	6,4	2,2	0,1	—	—	(8,5)	6,4	2,2
Vente de réserves en place	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Découvertes et extensions	0,3	0,2	24,8	—	—	—	0,3	0,2	24,8
Production	(5,9)	(5,5)	(5,3)	(1,0)	(1,0)	(1,3)	(6,9)	(6,5)	(6,6)
À la clôture de l'exercice	93,6	94,7	116,4	30,8	29,8	28,5	124,4	124,5	144,9
Prouvées nettes, exploitées									
Au début de l'exercice	85,7	73,5	82,4	31,7	30,8	29,8	117,4	104,3	112,2
À la clôture de l'exercice	73,5	82,4	81,0	30,8	29,8	28,5	104,3	112,2	109,5
Gaz naturel	1981	1982	1983	Toutes les réserves de pétrole brut et de gaz naturel sont situées au Canada. Les réserves de brut comprennent les condensats et les liquides extraits du gaz naturel. À l'exception des réserves de Cold Lake et de Syncrude, toutes les estimations relatives aux réserves sont fondées sur l'analyse de données géologiques et d'ingénierie, analyse qui a démontré avec une certitude raisonnable que ces réserves sont récupérables des champs pétrolifères et gazéifères connus, dans le contexte économique et d'exploitation au 31 décembre de chaque année. Le calcul des réserves de brut de Syncrude se fonde sur la participation de la compagnie dans le permis de production de la province de l'Alberta. Les réserves de pétrole brut de Cold Lake sont celles que l'on estime récupérables des installations expérimentales existantes et des phases I et II du projet commercial de Cold Lake. On établit les réserves nettes de brut classique, des installations d'essai de Cold Lake et de gaz naturel en déduisant la part des propriétaires miniers ou des gouvernements, ou des deux, et ces réserves sont calculées au taux annuel moyen des redevances. Les réserves prouvées nettes ont été augmentées de manière à tenir compte des réductions des redevances annoncées par le gouvernement albertain en 1982. Les réserves nettes de Syncrude et des phases I et II du					
	en milliards de m³								
Prouvées nettes, exploitées et inexploitées									
Au début de l'exercice	38,5	36,6	38,2						
Révisions des estimations antérieures et récupération assistée	(0,2)	2,6	0,1						
Vente de réserves en place	—	—	—						
Découvertes et extensions	0,3	1,0	0,4						
Production	(2,0)	(2,0)	(1,9)						
À la clôture de l'exercice	36,6	38,2	36,8						
Prouvées nettes, exploitées									
Au début de l'exercice	31,1	28,9	30,8						
À la clôture de l'exercice	28,9	30,8	31,9						

projet commercial de Cold Lake sont fondées sur une estimation du taux moyen des redevances sur la durée du projet, compte tenu des prix fixés dans le cadre de l'accord intervenu le 1^{er} septembre 1981 entre le gouvernement du Canada et la province de l'Alberta et de l'amendement apporté le 30 juin 1983, quant aux prix et aux impôts s'appliquant au pétrole et au gaz canadiens jusqu'au 31 décembre 1986. Ce taux des redevances pourra varier en fonction des prix et des coûts de la production.

Les réserves se rattachant aux phases I et II du projet commercial de Cold Lake ont été reconnues comme prouvées inexploitées. La quantité ajoutée a été de 24,1 millions de mètres cubes.

Les chiffres relatifs aux réserves ne comprennent ni les gisements de brut et de gaz naturel découverts dans la région de la mer de Beaufort/delta du Mackenzie et les îles de l'Arctique, ni les réserves des sables pétrolifères autres que celles attribuables à Syncrude, aux réserves de la région des installations d'essai de Cold Lake et aux phases I et II du projet commercial de Cold Lake.

Les réserves de gaz naturel sont calculées à une pression de 101,325 kPa et à 15°C.

La compagnie n'est pas d'avis que le calcul de la valeur actualisée des rentrées nettes de fonds futures provenant de la production estimative des réserves prouvées reflète nécessairement les rentrées de fonds futures ou la juste valeur marchande des tenures de pétrole classique et de gaz. L'estimation ne comprend ni la valeur des terrains soumis à l'exploration ni celle des réserves probables et elle ne tient pas compte de la déduction des frais d'exploration, de l'amortissement des frais d'acquisition de terrains et de l'amortissement des éléments d'actif de production capitalisés. Elle ne comprend pas, non plus, les changements prévus des prix du pétrole et du gaz et les hausses prévues des frais de mise en valeur et de production. Il est, en outre, fait abstraction de l'activité de la compagnie se rattachant à l'extraction de brut valorisé de Syncrude. De l'avis de la compagnie, la méthode de calcul des données n'est pas fiable, et il se pourrait que les données ne puissent servir de fondement à une analyse valable. L'Impériale met le lecteur en garde contre son utilisation.

On effectue le calcul des rentrées nettes de fonds futures estimatives en appliquant les prix du pétrole brut au 31 décembre, y compris les condensats et les liquides extraits du gaz naturel, ainsi que ceux du gaz naturel, à la production future estimative des réserves prouvées de pétrole et de gaz, puis on déduit les frais estimatifs futurs de production et de mise en valeur.

Pour l'estimation des impôts futurs sur le revenu, on applique les taux réglementaires courants d'imposition au revenu imposable estimatif de chaque exercice. Le revenu imposable se fonde sur les revenus nets futurs estimatifs, redressés pour tenir compte des écarts par rapport aux pratiques comptables normalisées que permet la réglementation de l'impôt sur le revenu en vigueur à la fin de chaque exercice. On calcule la taxe sur les recettes pétrolières et gazières en se fondant sur le taux réglementaire au 31 décembre.

Production de pétrole et de gaz

Valeur des rentrées nettes de fonds futures estimatives actualisée à 10 %	1981	1982	1983
en millions de dollars			
Rentrées de fonds futures	13 780	16 985	24 928
Frais futurs de production et de mise en valeur	(5072)	(5858)	(8042)
Taxe future sur les recettes pétrolières et gazières	(1279)	(2011)	(2995)
Impôts futurs sur le revenu	(4751)	(5461)	(7712)
Rentrées nettes de fonds futures	2678	3655	6179
Actualisation à 10 % pour le calendrier estimatif des rentrées de fonds	(1854)	(2318)	(3867)
Rentrées nettes de fonds futures actualisées	824	1337	2312

Sommaire de l'évolution de la valeur actualisée des rentrées nettes de fonds futures estimatives	1981	1982	1983
	en millions de dollars		
Solde au début de l'exercice	1386	824	1337
Changements résultant de ce qui suit:			
Ventes et transferts du pétrole et du gaz produits, déduction faite des frais de production	(663)	(779)	(864)
Changements nets des prix, des frais de mise en valeur et des frais de production (a)	491	834	1864
Extensions, découvertes, ajouts et récupération assistée, moins les frais connexes (b)	26	14	364
Frais de mise en valeur subis au cours de la période	102	223	309
Révision des estimations des quantités antérieures (c)	(362)	423	47
Accroissement de l'écart d'actualisation (d)	356	316	453
Changement net de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières (e)	(564)	(313)	(365)
Changement net des impôts sur le revenu (f)	(458)	(275)	(801)
Évolution du mode de production (g)	510	70	(32)
Évolution nette	(562)	513	975
Solde à la fin de l'exercice	824	1337	2312

(a) Les changements nets de prix et de frais ont assuré un apport de 1864 M\$ en 1983. Ces chiffres reflètent la majoration des prix du brut, du gaz naturel et des liquides extraits du gaz naturel au cours de chaque exercice, déduction faite de l'augmentation connexe des frais de mise en valeur et de production.

(b) L'augmentation des réserves prouvées résultant des extensions, des découvertes, des ajouts et de la récupération assistée a assuré un apport de 364 M\$ en 1983, en raison, principalement, des phases I et II du projet commercial de Cold Lake. Cette somme représente la valeur actualisée des produits nets futurs estimatifs, déduction faite des frais futurs estimatifs de mise en valeur et de production.

(c) Une révision à la hausse des réserves prouvées établies au cours des années antérieures a donné lieu à une augmentation de 47 M\$ en 1983. La réduction des taux de redevances annoncée par le gouvernement albertain en 1982 est la cause première de cette augmentation.

(d) L'accroissement de l'écart d'actualisation, qui s'est élevé à 453 M\$ en 1983, est attribuable à une augmentation de la valeur actualisée estimative, étant donné que la réalisation des rentrées nettes de fonds futures est devancée d'un an.

(e) Le changement net de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières a entraîné une réduction de 365 M\$ en 1983. Au 31 déc. 1983, cette taxe s'élevait à 12 % du bénéfice tiré du produit net d'exploitation se rattachant à la production de pétrole et de gaz, tel que le stipule le Programme énergétique national. En conséquence, ces frais sont considérés comme une taxe sur la production et sont présentés comme une diminution des produits nets.

(f) On calcule le changement net des impôts sur le revenu en appliquant les taux réglementaires courants d'imposition à la valeur actualisée estimative des revenus imposables que rapportera la mise en production des réserves prouvées en fin d'exercice et en déduisant la somme pareillement calculée à l'ouverture de l'exercice. Il en est résulté une réduction de 801 M\$ en 1983.

(g) Les changements des modes de production sont principalement attribuables aux modifications des calendriers de production future.

Renseignements supplémentaires

Renseignements pour l'actionnaire et l'investisseur

Données relatives à l'avoir des actionnaires, à la négociation d'actions et au rendement

	1979	1980	1981	1982	1983
Propriété des actions, catégories A et B					
Moyenne mensuelle pondérée des actions en circulation (milliers)	130 421	144 880	157 034	157 328	158 472
Nombre d'actions en circulation au 31 déc. (milliers)	130 646	156 932	157 182	157 760	159 590
Actions détenues au Canada au 31 déc. (en pourcentage)	22,3	21,4	24,3	26,0	26,8
Nombre d'actionnaires au 31 déc.					
Nombre total d'actionnaires	44 188	48 442	46 849	44 691	41 571
Inscrits au Canada	38 149	41 064	40 669	39 289	36 926
Actions négociées, catégorie A (milliers)	24 839	43 441	22 498	21 187	19 516

Cours des actions, catégorie A

en dollars

Haut	46 $\frac{1}{4}$	57 $\frac{1}{2}$	38 $\frac{1}{4}$	33 $\frac{1}{4}$	41 $\frac{1}{4}$
Bas	24 $\frac{7}{8}$	30 $\frac{7}{8}$	24 $\frac{1}{2}$	19 $\frac{3}{8}$	26 $\frac{1}{2}$
À la fermeture, au 31 déc.	44 $\frac{1}{4}$	32 $\frac{7}{8}$	25 $\frac{1}{2}$	28 $\frac{3}{4}$	37 $\frac{1}{8}$

Bénéfice par action

Bénéfice d'exploitation	3,61	4,15	2,96	1,84	2,09
Bénéfice net	3,78	4,71	2,96	1,70	1,83

Rendement de l'avoir moyen des actionnaires

	21,8	21,9	11,9	6,6	7,0
--	------	------	------	-----	-----

Ratio cours-bénéfices, catégorie A, au 31 déc.

	11,7	7,0	8,6	16,9	20,3
--	------	-----	-----	------	------

Dividendes

Total versé (millions de dollars)	150	201	220	220	222
Par action (dollars)					
En espèces	1,15	1,40	1,40	1,40	1,40
En actions	0,90	1,40	1,40	1,40	1,40
En pourcentage du bénéfice net	30	30	47	82	77

Sommaire général des mesures fiscales touchant les actionnaires étrangers

Les dividendes en espèces versés aux actionnaires résidant à l'extérieur du Canada aux États-Unis, au Royaume Uni, en France, en Suisse ou dans la plupart des pays avec lesquels le Canada a conclu une convention relative aux impôts sur le revenu, sont d'ordinaire assujettis à la retenue fiscale de 15 % frappant les contribuables ne résidant pas au Canada. Les dividendes en actions de catégorie B versés à un détenteur d'actions de cette catégorie de titres ne résidant pas au Canada ne sont pas assujettis, en général, à la retenue d'impôt frappant les contribuables ne résidant pas au Canada, à moins que plus de 10 % des actions de catégorie B ne soient détenues par cet actionnaire, seul ou conjointement avec d'autres personnes qui lui sont apparentées.

Il n'y a pas d'impôt canadien sur les gains provenant de la vente d'actions ou de titres de créance détenus par des non-résidents n'exerçant pas d'activité commerciale au Canada.

L'intérêt versé par la compagnie sur ses débentures en circulation à un non-résident avec qui la compagnie traite à distance est assujetti à l'impôt si la débenture a été émise, à l'origine, avant le 24 juin 1975. L'intérêt versé sur des débentures émises après cette date n'est pas imposable.

Ni le gouvernement du Canada ni ceux des provinces, sauf celui du Québec, n'imposent des droits successoraux. Sont exempts d'impôts sur les successions, au Québec, les titres de la compagnie physiquement situés à l'extérieur de la province si la personne à qui ils sont transmis est domiciliée et réside à l'extérieur du Québec.

Actionnaires	Actionnaires inscrits au 31 déc. 1983	Inscription (en pourcentages)		
		Canada	Étranger	Total
Catégorie A	45 593	89	11	100
Catégorie B	1 255	85	15	100

Renseignements pour l'actionnaire et l'investisseur

Données financières et négociation d'actions, par trimestre

	1982				1983			
	Trimestre clos				Trimestre clos			
	le 31 mars	le 30 juin	le 30 sept.	le 31 déc.	le 31 mars	le 30 juin	le 30 sept.	le 31 déc.
	en millions de dollars							
Produits d'exploitation	1955	2084	2184	2236	1947	2174	2374	2424
Placements et autres revenus	44	40	38	37	25	25	30	28
Total des produits	1999	2124	2222	2273	1972	2199	2404	2452
Charges, y compris les impôts, taxes et prélèvements	1940	2052	2133	2204	1911	2127	2311	2346
Bénéfice d'exploitation	59	72	89	69	61	72	93	106
Postes exceptionnels	—	18	—	(40)	(70)	(6)	—	34
Bénéfice net	59	90	89	29	(9)	66	93	140
	en dollars							
Données par action								
Bénéfice d'exploitation	0,38	0,45	0,57	0,44	0,39	0,45	0,59	0,66
Bénéfice net	0,38	0,57	0,57	0,18	(0,06)	0,42	0,59	0,88
Dividendes (déclarés trimestriellement)	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35
Cours des actions à la Bourse de Toronto (a)								
Haut	26	25 ³ / ₄	30 ¹ / ₈	33 ¹ / ₄	31 ⁷ / ₈	37 ¹ / ₂	41 ¹ / ₄	39 ¹ / ₄
Bas	19 ³ / ₈	20 ³ / ₄	22 ³ / ₈	25 ³ / ₄	26 ¹ / ₂	29 ¹ / ₈	35 ⁷ / ₈	33 ⁷ / ₈
Fermeture	21	23	27 ³ / ₄	28 ³ / ₄	29	35 ⁷ / ₈	38 ¹ / ₂	37 ¹ / ₈
Cours des actions à l'American Stock Exchange (\$ US) (a)								
Haut	21 ³ / ₄	20 ¹ / ₂	24 ¹ / ₂	27	25 ³ / ₄	30 ³ / ₈	33 ³ / ₈	31 ¹ / ₂
Bas	16 ¹ / ₈	16 ⁷ / ₈	17 ³ / ₈	21	21 ¹ / ₂	23 ¹ / ₂	29 ¹ / ₈	27 ¹ / ₂
Fermeture	17 ¹ / ₈	17 ⁷ / ₈	22 ¹ / ₂	23 ¹ / ₄	23 ³ / ₈	29 ¹ / ₈	31 ³ / ₈	29 ³ / ₄
Actions négociées (milliers)	5304	4506	5378	5999	4170	6103	4890	4443

(a) Les cours des actions sont tirés des dossiers des Bourses.

Les actions de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée sont inscrites aux Bourses de Montréal, de Toronto et de Vancouver, et la négociation hors cote en est autorisée à l'American Stock Exchange. On trouvera, ci-dessus, pour les actions de catégorie A, les cours extrêmes à la Bourse de Toronto et à l'American Stock Exchange, ainsi que le nombre d'actions négociées à l'ensemble des Bourses. Les actions de catégorie B se négocient généralement au même prix que les actions de catégorie A.

La moyenne des actions en circulation comprise dans le calcul du bénéfice par action est pondérée mensuellement. Par conséquent, la somme des bénéfices trimestriels par action ne correspond pas nécessairement au bénéfice par action de l'exercice.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions

En octobre 1982, la compagnie a lancé son Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Ce régime permet aux actionnaires de réinvestir leurs dividendes en espèces dans des actions supplémentaires de catégorie A à un prix inférieur de 5 % au cours moyen du marché. Les actionnaires peuvent aussi investir, au cours de chaque trimestre de l'année civile, une somme variant entre 50 \$ et 5000 \$ dans des actions supplémentaires de catégorie A ou de catégorie B au cours moyen du marché, sans frais de courtage ou autres.

Administration, haute direction et principaux membres de la direction de l'exploitation

au 31 décembre 1983

Administrateurs

J. B. Buchanan
P. Des Marais II
A. R. Haynes
M. Kovitz
W. A. Macdonald, C.R.
D. K. McIvor
T. H. Thomson
W. J. Young

Direction

D. K. McIvor
Président du Conseil et directeur général
A. R. Haynes
Président et directeur général de l'exploitation
T. H. Thomson
Vice-président principal
W. J. Young
Vice-président principal
W. E. Beacom
Vice-président et contrôleur
H. G. Jarvis
Vice-président et trésorier
G. A. Rogers, C.R.
Vice-président et chef du contentieux
R. J. Michaelides
Secrétaire général

Principaux membres de la direction de l'exploitation

Esso Ressources Canada Limitée

R. B. Peterson
Président-directeur général
D. D. Loughheed
Vice-président directeur

Pétroles Esso Canada

G. H. Thomson
Président

Esso Chimie Canada

J. E. Akitt
Président

Conseil d'administration

Le Conseil se réunit tous les mois pour étudier et régler les questions auxquelles la compagnie attache de l'importance, notamment: résultats financiers et comportement social, décisions en matière d'investissements, plans stratégiques, lignes de conduite de l'entreprise et autres questions au sujet desquelles la loi oblige le Conseil à agir. En 1983, l'assistance aux réunions du Conseil a été de 94 % en moyenne. Le Conseil se compose de huit membres, dont quatre sont des salariés de la compagnie et quatre assument leurs fonctions principales à l'extérieur de l'Impériale. Voici des notes biographiques sur chacun des administrateurs qui ne fait pas partie du personnel.

M. Buchanan est vice-président du Conseil de la British Columbia Packers Limited, une entreprise de pêche et de conditionnement des aliments. En plus d'être président du conseil d'administration du Fisheries Council of Canada et administrateur de la Fisheries Association of British Columbia, il est actif dans un certain nombre d'autres organismes commerciaux, communautaires et de santé.

M. Des Marais est président de Pierre Des Marais Inc., une importante imprimerie aussi spécialisée dans la lithographie. Président du Comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, il a assumé, par le passé, des postes de haute direction au sein de divers organismes commerciaux, communautaires et éducatifs. *M. Des Marais* siège également au conseil d'administration d'autres entreprises et il a été maire de la ville d'Outremont.

Mme Kovitz est présidente de Murko Investments Ltd., une société de portefeuille. Elle est membre de l'Ordre du Canada, chancelier émérite de la University of Calgary et membre du Conseil d'un certain nombre d'entreprises. *Mme Kovitz* a joué, par le passé, un rôle actif au sein de nombreux organismes communautaires, éducatifs et de santé, et elle est membre de l'exécutif du conseil d'administration du Canadian Council of Christians and Jews, région de l'Ouest; elle est aussi administratrice du Conseil pour l'unité canadienne.

M. Macdonald est associé dans le cabinet d'avocats McMillan, Binch. Il fait autorité dans les domaines de la fiscalité, des relations entre l'État et le secteur privé, ainsi qu'en matière de politiques publiques. Il siège à divers comités consultatifs du gouvernement ontarien, ainsi qu'au Comité de l'Institut Howe sur la politique économique. *M. Macdonald* est également administrateur d'autres entreprises et d'un certain nombre d'organismes culturels, artistiques et de santé.

Comités du Conseil

D'ordinaire, les réunions des comités du Conseil suivent celles des administrateurs. L'assistance aux réunions de tous les comités du Conseil a été de 95,7 % en moyenne en 1983.

Comité de vérification

Président: W. A. Macdonald, C.R.

Composé des quatre administrateurs de l'extérieur et de M. Haynes, le comité étudie les états financiers de la compagnie, les pratiques comptables et les contrôles commerciaux et financiers. Il recommande également la nomination des vérificateurs et en étudie les honoraires. Les vérificateurs représentant les actionnaires, Price Waterhouse, assistent et prennent part à toutes les réunions. Le comité se réunit au moins six fois l'an.

Comité du Conseil sur la rémunération

Président: P. Des Marais II

Composé des quatre administrateurs de l'extérieur et de M. McIvor, le comité a pour tâche de décider de la rémunération des membres de la haute direction au-dessus du niveau de vice-président. Il étudie également la politique de rémunération de l'Impériale et le mode de sélection du futur personnel de direction de la compagnie. Le comité se réunit au moins deux fois l'an.

Comité des contributions

Présidente: M. Kovitz

Le programme des contributions de la compagnie vise à améliorer la qualité de la vie au Canada grâce à l'aide à l'éducation, à la santé, au bien-être, aux services communautaires, aux sports et à la culture. Composé des quatre administrateurs de l'extérieur et de M. Thomson, le comité étudie les lignes de conduite et programmes ayant trait au programme des contributions et recommande au Conseil, pour adoption, un budget annuel. Le comité se réunit au moins deux fois l'an.

Comité des mises en candidature

Président: D. K. McIvor

Composé des quatre administrateurs de l'extérieur et de M. McIvor, le comité recommande au Conseil la liste de candidats dont les noms seront proposés aux actionnaires à l'assemblée annuelle en vue de leur élection au poste d'administrateur. Il recommande aussi les critères relatifs à la sélection et au mandat des administrateurs, des candidats à l'élection au Conseil et du successeur du directeur général lorsque des postes vacants sont prévus. Le comité se réunit au moins une fois l'an.

Filiales et principaux investissements

Filiales (a)

W. H. Adam, Ltée, Ltd.
Byron Creek Collieries (1983) Limited
Byron Creek Collieries Limited
Canada Wide Mines Ltd.
Delta Rope & Twine Limited
ESF Limitée
Esso Canada Limitée
Esso Ressources Canada Limitée
86129 Canada Ltd.
Les Immeubles Devon Ltée
Les Restaurants Le Voyageur Inc.
Maple Leaf Petroleum Limited
Matériaux de Construction Canada Limitée
Mongeau & Robert Cie Ltée
95269 Canada Limited
Nisku Products Pipe Line Company Limited
Northwest Company, Limited
Produits Atlas du Canada Limitée
Produits Pétroliers Champlain Limitée
446259 Ontario Limited
Renown Building Materials Limited
Servacar Ltée
The Imperial Pipe Line Company, Limited
107580 Canada Inc.
305120 Alberta Ltd.
Winnipeg Pipe Line Company Limited

(a) Voir page 28, "Principes de consolidation"

Principaux investissements dans d'autres compagnies, non consolidées (b)

	Pourcentage de participation
Alberta Products Pipe Line Ltd.	30,0
Interprovincial Pipe Line Limited	21,8
Montreal Pipe Line Limited	32,0
Moraine Properties Ltd.	50,0
Rainbow Pipe Line Company, Ltd.	33,3
Tecumseh Gas Storage Limited	50,0
Williamsport Properties Limited	50,0

(b) Voir page 28, "Participations et placements"

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 11 heures, le mardi 24 avril 1984, au Salon Canadien de l'hôtel Royal York, à Toronto.

Renseignements pour l'investisseur

Pour obtenir des renseignements leur permettant de mieux évaluer le rendement d'exploitation et les projets de la compagnie, y compris le rapport annuel soumis sur la formule 10-K, à la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les investisseurs sont priés de s'adresser au directeur des Relations avec les investisseurs, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, 111, avenue St. Clair ouest, Toronto, Canada M5W 1K3. Téléphone: (416) 968-5359.

Toute demande de changement d'adresse ou de renseignements sur les actions et dividendes doit être envoyée au service des Relations avec les investisseurs, 111, avenue St. Clair ouest, Toronto, Canada, M5W 1K3. Téléphone: (416) 968-5076.

Imperial Oil Limited's reports to shareholders are printed in English. Please write to Shareholder Affairs Division, Imperial Oil Limited, 111 St. Clair Avenue West, Toronto, Canada, M5W 1K3.

Bureaux des transferts

Les actions de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée sont transférables aux bureaux suivants: siège social de la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée; bureaux principaux du Montréal Trust à St-Jean (T.-N.), Charlottetown, Halifax, Saint-Jean (N.-B.), Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver; Morgan Guaranty Trust Company, New York.

Les volumes sont exprimés en unités métriques. Un mètre cube (m³) équivaut à environ 6,3 barils ou 35,3 pieds cubes. De plus, partout dans le rapport, l'expression «tonne» signifie tonne métrique et M\$ signifie million de dollars.

Dans le présent rapport, les mots «compagnie» et «Impériale» désignent, selon le contexte, non seulement la Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, mais aussi l'ensemble de ses filiales et divisions, ou encore l'une ou plusieurs d'entre elles.

Administration et direction 52
Assemblée annuelle 54
Biens-fonds et installations 35
Bureaux de transfert des actions 54
Byron Creek Collieries 14
Capital-actions 33
Charbon
 Activités de 1983 14
 Production 40
 Terrains détenus 39
Cold Lake
 Activités de 1983 11, 13
 Production 40
Comités du Conseil 53
Comptabilité des effets de l'inflation 44, 45
Conversion en unités métriques 55
Dettes à long terme et autres obligations 31
Direction de l'exploitation, principaux membres de la 52
Données financières et négociation d'actions, par trimestre 51
Données par secteurs d'activité
 Bénéfice d'exploitation 34, 36
 Biens-fonds et installations 35
 Capital utilisé 34, 36
 Dépenses en immobilisations et d'exploration 34, 38
 Produits 34, 36
 Rendement du capital utilisé 36
Engagements et passif éventuel 32
Esso Chimie Canada
 (voir "Secteur des produits chimiques")
Esso Ressources Canada Limitée
 (voir "Secteur des ressources naturelles")
États financiers
 Bénéfice consolidé 25
 Bilan consolidé 27
 Définitions 29
 Évolution de la situation financière consolidée 26
 Principales pratiques comptables 28, 29
 Rapport des vérificateurs 28
Évolution de la situation financière 26
Exploration, travaux d' 38, 39, 46
Exploration dans l'Atlantique 14, 39
Exploration dans la mer de Beaufort
 Points saillants de 1983 12, 13, 14
 Puits forés 39
 Terrains détenus 39

Exploration et production pétrolières et gazières 39, 40, 46
Exposé et analyse par la direction 42, 43
Filiales et principaux investissements 54
Fonds internes provenant de l'exploitation 26
Gaz naturel
 Production brute et production nette 40
 Réserves 40, 47
 Ventes 40
Impôts et taxes
 Impôts, taxes et prélèvements 32
 Paiements nets aux gouvernements, sommaire des cinq derniers exercices 37
 Sommaire du calcul des impôts sur le revenu 33
Impôts sur le revenu reportés 32, 33
Intérêts créditeurs et intérêts débiteurs 31
Interprovincial Pipe Line, opérations touchant les actions d' 7, 30
Matériaux de construction 21, 22
Mesures fiscales touchant les actionnaires étrangers 50
Mine Granduc 14, 30
Minéraux et charbon
 Activités de 1983 14
 Biens-fonds et installations 35
 Dépenses en immobilisations et d'exploration 38
 Production de charbon 40
 Terrains détenus 39
Norman Wells
 Points saillants de 1983 12, 13
Options d'achat d'actions pour le personnel 34
Participations, placements et autres éléments d'actif à long terme 30
Pétrole brut
 Approvisionnement et utilisation 40
 Exploration et production 46
 Production brute et production nette 40
 Produits 25, 36
 Puits forés 39
 Réserves 40, 47
Pétrole lourd
 (voir "Cold Lake", "Synchrude")
Pétroles Esso Canada
 (voir "Secteur des produits pétroliers")
Postes exceptionnels 30
Pourcentages et ratios 37
Produits agrochimiques 21
Projet de récupération assistée de Judy Creek 12
Recherche et développement 8, 32
Renseignements pour l'actionnaire
 Assemblée annuelle 54
 Bureaux de transfert 54

Mesures fiscales touchant les actionnaires étrangers 50
 Négociation d'actions, par trimestre 51
 Nombre d'actionnaires 50
 Rendement des actions, sommaires des cinq derniers exercices 50
Renseignements sur le personnel
 Intéressement à long terme 32
 Nombre de salariés 41
 Options d'achat d'actions 34
 Principaux membres de la direction de l'exploitation 52
 Régimes de retraite 35
Réserves de brut et de gaz naturel 40, 47
Secteur des produits chimiques 19-22 (voir "Données par secteurs d'activité")
Secteur des produits pétroliers 15-18 (voir "Données par secteurs d'activité")
Secteur des ressources naturelles 9-14
 (voir rubriques et projets distincts comme "Pétrole lourd", "Cold Lake", etc. et "Données par secteurs")
Société Exxon, opérations avec la 31
Sommaire des cinq derniers exercices
 Données d'exploitation 39, 40, 41
 Données financières 36, 37, 38
 Données sur les actions 50
Synchrude
 Points saillants de 1983 11, 12, 13
 Production 40
 Réserves nettes 47



Dans tous ses domaines d'activité, l'Impériale vise l'excellence. En livrant une concurrence énergique mais équitable, en demeurant à l'affût de nouvelles possibilités, en offrant des produits et services de qualité au meilleur prix et en se montrant attentive aux besoins de la collectivité, l'Impériale sert les intérêts de ses clients, de ses actionnaires et de son personnel, tout en contribuant à la croissance économique du Canada.